

Archives cantonales vaudoises

Rapport d'activité

2015



ILLUSTRATION: La solidarité des gestes entre les opérateurs de la numérisation, Laurent Pont et Simon Rimaz, et la responsable de l'atelier de restauration, Anne Bellanger.
(Olivier Rubin, photographe, ACV)

ADRESSE: Archives cantonales vaudoises
Rue de la Mouline 32
1022 CHAVANNES-PRÈS-RENENS

TELEPHONE: National: 021 316 37 11
International: + 41 21 316 37 11

FAX: National: 021 316 37 55
International: + 41 21 316 37 55

E-MAIL: info.acv@vd.ch

INTERNET: <http://www.patrimoine.vd.ch/archives-cantonales/accueil/>

ACCES:

- Transports publics: Métro M1 dès Lausanne-Flon (Centre-Ville) ou dès Renens-CFF, arrêt «Unil-Mouline». Bus n°31, dès «Renens-Gare sud», arrêt «Mouline».
- Par la route: depuis le centre-ville, direction «Genève» ou «Université», route de Chavannes/route de la Maladière, rue du Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.
- Par l'autoroute: direction «Lausanne-Sud», sortie «Université/EPFL», direction «Sciences humaines», traverser le métro, direction «Chavannes/La Mouline».
- Places de parc, en nombre limité devant le bâtiment: obtenir une contremarque à la réception.

HEURES D'OUVERTURE: Lundi, mardi, jeudi, vendredi: 9 h.00 - 17 h.00
Mercredi: 14 h.00 - 19 h.00

FERMETURE ANNUELLE: Deux premières semaines de mars

SOCIETES AYANT
LEUR SIEGE AUX ACV: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Cercle vaudois de généalogie

Rédaction de la partie administrative: Christian Gilliéron
Lectorat: Christian Gilliéron et Gilbert Coutaz, Chavannes-près-Renens, août 2016
1200 exemplaires

Introduction

Les dossiers se sont succédé comme jamais en 2015 qui, plus est, constitue l'année record des entrées d'archives (1 529 mètres linéaires dont 420 m.l. d'archives de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire, chiffre jamais égalé pour l'acquisition d'un fonds para administratif/fonds privé) et des éliminations (5 917 m.l.).

D'abord, l'attention a été portée au démarrage du pôle numérique («Travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés») dès le 1^{er} avril 2015, et à la planification et au suivi de la réfection intégrale des toits plats du bâtiment, après 30 ans d'usage. Ensuite, il s'est agi d'organiser et d'animer le VII^e Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental et, dans le prolongement de la décision du Grand Conseil du 23 juin 2015, de faire débiter les travaux de la 2^e étape de densification du bâtiment, après ceux entrepris entre 2006 et 2008. Parallèlement, l'abondant courrier lié aux victimes de mesures coercitives a exigé l'engagement continu de l'adjoint du directeur, secondé d'un personnel auxiliaire. Enfin, le double Exposé des motifs et projet de décret (EMPD) concernant Bleu SIEL (remplacement d'Antilope) et Archivage électronique historique a mobilisé, durant toute l'année, le directeur et l'archiviste en charge des questions informatiques, en raison du positionnement souhaité et désormais exigé par l'informatique sur toute la chaîne du cycle de vie, de l'élaboration/de la conception de la donnée à son élimination ou à son versement aux ACV.

Le sous-effectif constaté depuis 20 ans des ACV ne pourra pas faire face au déploiement systématique et contraignant des nouvelles politiques (en fait les bonnes pratiques) de la gouvernance de l'information à l'Etat de Vaud. La polyvalence des postes a atteint ses limites. Il faut désormais que les ACV puissent s'appuyer sur du personnel spécialisé. Sans le recours à du personnel auxiliaire, un des plus forts tournus pour un dépôt d'archives en Suisse, le fonctionnement de l'institution ne pourrait pas être assuré.

1. Personnel

1.1. Personnel régulier (au 1^{er} janvier 2016)

Directeur:	Gilbert Coutaz
Adjoint du directeur:	Christian Gilliéron

Pôle administratif et financier:

Gestionnaires de dossiers:	Corinne Brélaz Carole Laubscher
----------------------------	------------------------------------

Pôle services généraux:

Assistant-archiviste principal:	Jean-Marc Falciola
Assistant(e)s-archivistes:	Dominique Barraud (50 %) Claudia Margueron

Pôle archivistique et scientifique:

Archiviste, chargé des relations avec les communes:	Eloi Contesse (80 %)
Archivistes:	Olivier Conne Jérôme Guisolan Gilles Jeanmonod
Bibliothécaire documentaliste scientifique:	Jean-Luc Wermeille (60 %)

Pôle technique :

Photographe :	Olivier Rubin Laurent Pont (100 %, CDD 2015-2017) Simon Rimaz (50 %, CDD 2015-2017)
Restauratrice :	Anne Bellanger (50 %)
Assistante-restauratrice :	Evelyne Somparé (25 %) Salomé Lutz (100 %, CDD 2014-2016)

Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPAL) :

Concierge :	Michel Morgenthaler
-------------	---------------------

Les postes de MM. Pont et Rimaz (01.04.2015-31.03.2017) et de Mme Lutz (01.01.2014-31.12.2016) sont financés par le crédit alloué pour les «travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés» (numérisation des collections de plans cadastraux et de cartes, ainsi que d'autres sources) (voir le chapitre 9).

1.2. Personnel auxiliaire

Six mandataires, à taux d'activité très variés, ont assumé les travaux suivants :

- MM. Philippe Barras et Alexandre Pahud ont fourni un appui temporaire à l'adjoint du directeur en effectuant sous sa direction des recherches pour répondre aux demandes d'information des personnes ayant connu des placements extrafamiliaux pendant leur enfance et leur adolescence;
- Mme Emmanuel Bessi a inventorié plusieurs fonds ou parts de fonds d'archives, en particulier celui des Archives des Monuments Historiques (AMH);
- M. François Bos est l'auteur de l'inventaire de plusieurs parts du fonds de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (N 14; 420 m.l. de documents de toutes natures);
- Mme Véronique Czàka a établi le plan de classement du fonds N 14 et en a inventorié plusieurs lots;
- M. Daniel Guélat a été chargé de la préparation et de la réalisation des aspects logistiques de la 2^e étape de la densification des dépôts des ACV, qui a notamment nécessité le déplacement de plusieurs kilomètres linéaires de documents et leur réorganisation topographique;
- M. Samuel Favre s'est vu confier l'organisation du versement du fonds de DM-Echange et mission (PP 1002; 195 m.l.), puis son inventaire, avec des niveaux d'analyse modulés en fonction des types documentaires.

Une auxiliaire, Mme Ana Reyes de Sanchez, a secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immeubles, patrimoine et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de stages de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier, pour des périodes qui ont varié de 1 à 12 mois (dans certains cas, partiellement sur 2014 ou 2016), de la collaboration de 8 personnes, qui ont assuré des travaux, soit de classement et d'inventaire, soit de saisie informatique, numérisation, manutention (en particulier la préparation de la 2^e étape de la densification des dépôts des ACV), numérotation, conditionnement et/ou étiquetage: Mmes et MM. Vegim Asani, Bexhet Gashi, Aude Cornu, Bruno Liberado, Audran Marchand, Steve Millan, Michel Oddershede et Raphaël Rollinet.

MM. Antoine Briod, Guillaume Köstner, Thibault Leuenberger et Romain Rochat ont effectué aux ACV des périodes de service civil de 1 à 4 mois, pendant lesquelles ils ont entrepris des travaux de tri,

de classement et d'inventaire de fonds d'archives, ainsi que de contrôle et de correction de notices et de fichiers d'images de la base de données.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis Agents en Information Documentaire (AID) de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire - Lausanne (BCUL) en les recevant environ deux mois au cours de leur 2^e année et un mois et demi pendant leur 3^e année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation et de l'archivistique). En 2015, 4 apprenti(e)s, Mmes et MM. Anusha Bieri, Pierre Guanzini, Natacha Kayihura et Florent Meystre ont ainsi effectué des stages d'archivistique dans notre institution.

Six personnes ont suivi des stages d'initiation professionnelle aux ACV, généralement d'une durée de six mois (dans certains cas, partiellement sur 2014 ou 2016), en vue de leur admission dans différentes filières de formation du domaine de l'information documentaire ou dans le cadre de ces études (notamment le bachelor ou master en information documentaire de la Haute école de gestion de Genève ou le Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science des Universités de Berne et Lausanne). Suivant des programmes de travail individuels de difficultés croissantes, ces stagiaires ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis ont rédigé seuls de nombreux inventaires de fonds officiels et privés. Il s'agit de Mmes et MM. Alice Gauthier, Florian Odin, Valérie Pham, Sarah Sidman, Anne-Lise Veya, William Yoakim.

Dans le cadre du projet «Travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés», six personnes ont effectué des stages de restauration-conservation d'un à trois mois, désormais exigés des écoles de formation en Suisse et en France, sous la direction de la restauratrice des ACV, consacrés principalement aux travaux de préparation de la numérisation des collections de plans cadastraux et de cartes (dépoussiérage, nettoyage à sec, consolidation, etc.) : Mmes Romy Deregnaucourt, Andrea Friedli, Anaëlle Giraudo, Margaux Lapierre, Alexia Loveiko et Cassandre Meyfart.

Comme chaque année, la réalisation d'une part considérable des missions des ACV a reposé sur ce personnel auxiliaire et temporaire, ce qui pose d'importants problèmes d'organisation et représente une lourde charge d'encadrement pour le personnel régulier. Les 30 (28 en 2014) personnes différentes ainsi employées ont fourni l'équivalent de 7,6 (8,7) Equivalent Temps Plein (ETP), à mettre en regard avec les 13,05 ETP du personnel fixe.

1.3. Formation permanente du personnel

Outre différentes journées de travail, réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes :

- MM. Conne, Contesse, Coutaz, Guisolan et Jeanmonod: 3 séminaires organisés par la société SERDA: Mise en place d'une politique de Records Management (3 jours); Système d'archivage électronique à valeur probante: solutions techniques et fonctionnelles (3 jours); Accompagnement en formation pour l'avènement des différents projets de dématérialisation du canton (4 jours)
- M. Contesse: un séminaire consacré à l'Open Data et une formation au logiciel de gestion de contenu Typo3
- Mme Bellanger: un séminaire sur la communication
- M. Rubin: une formation à Typo3.

2. Bâtiment et équipement

Densification: la première étape de la densification des dépôts des ACV, votée par le Grand Conseil le 27 mars 2006, a été limitée aux besoins urgents. La 2^e étape a fait l'objet d'un EMPD adopté par le Grand Conseil le 23 juin 2015, prévoyant l'octroi d'un crédit d'ouvrage de 1 450 000 francs destiné principalement à remplacer les rayonnages fixes des 6 dépôts du 4^e étage (dont un réservé aux documents grand format et hors format) par des rayonnages mobiles, afin d'accroître les capacités de stockage. Ce montant doit en outre permettre l'acquisition d'une installation technique adéquate pour contrôler le climat – plus sec et plus froid - des archives photographiques, ainsi que la sécurisation des portes d'accès à la partie administrative et à la partie dépôt par badge magnétique. Au 31 décembre 2015, conformément au programme établi, 2 des 6 dépôts étaient équipés et 2 autres entièrement évacués en attente de l'intervention des installateurs; le système de sécurisation était opérationnel; il a été couplé avec la gestion des temps du personnel. Les rayonnages fixes démontés ont été récupérés par d'autres services de l'Etat.

Divers: les travaux de réparation et d'entretien suivants ont été exécutés en 2015: reprise complète de l'étanchéité des toits plats (suite à des infiltrations); poursuite du remplacement progressif des stores; suite du changement graduel de tous les luminaires par des installations LED économes en énergie.

Au 31 décembre 2015, le bâtiment abritait 34 945 mètres linéaires d'archives.

Équipement informatique: voir le chapitre 3.

3. Informatique

La direction des projets complexes d'archivage électronique d'une part, de numérisation d'autre part, a impliqué une mobilisation importante et presque permanente, tout au long de l'année, du directeur et de l'archiviste en charge des questions informatiques, respectivement de l'archiviste responsable du projet de numérisation et du photographe, ainsi qu'un engagement suivi de membres du Pôle institutions de la Direction des systèmes d'information (DSI).

Le directeur fait partie du Comité de pilotage du nouveau Système d'Information pour l'Exécutif et le Législatif (Bleu SIEL), l'archiviste chargé des relations avec les Communes est le Représentant de l'Optimisation des Processus (ROP) dans le cadre du déploiement de la cyberadministration vaudoise.

Archivage électronique: le 14 mars 2012, le Conseil d'Etat octroyait aux ACV un crédit d'étude sur l'archivage électronique de CHF 350 000.-. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les ACV sont rattachées à la Chancellerie d'Etat. Il a fallu attendre avril 2015 pour que la liaison se fasse entre les travaux de réflexion engagés par la Chancellerie d'Etat pour le remplacement d'Antilope dans le cadre du Système d'Information des autorités Exécutives et Législatives (Bleu SIEL) et l'Etude sur le Nouveau Système d'Information des ACV (ENSIACV). L'approche globale du cycle de vie, souhaitée et soutenue par les ACV selon le modèle organisationnel du Records Management, postule la création d'une « brique transversale et commune » à l'administration cantonale vaudoise pour la « Conservation probatoire » et la mise en place d'un modèle fonctionnel pour l'archivage électronique historique OAIS (= Open Archival Information System).

En septembre 2015, l'étude ENSIACV a débouché sur la rédaction d'un cahier des charges pour une solution d'archivage électronique historique puis un appel d'offres publié en septembre 2015. La procédure d'examen des offres reçues par les spécialistes de la DSI et les ACV a été entamée et était en cours à la fin de l'année. Des projections sur la mise en œuvre et l'organisation de l'archivage électronique, ainsi que les chiffres articulés dans les offres reçues, ont permis les premières estimations sommaires du coût du projet. Ces chiffres devront être consolidés à la lumière du choix de la solution et de l'évaluation des coûts pour l'infrastructure technique liée. Parallèlement une première version de l'EMPD a été rédigée et soumise au Chancelier d'Etat.

Ces travaux ont nécessité une collaboration étroite et ininterrompue entre les ACV et la DSI, avec l'appui de consultants de quatre maisons différentes.

Les ACV ont bénéficié de deux sessions de formation autour des questions du Records management, de sa mise en œuvre, du plan de classement, des normes qui sous-tendent ces nouveaux domaines.

La prise en compte de l'ensemble du cycle de vie documentaire, de la création des documents d'activité à leur archivage historique via la conservation probatoire, s'est faite sous la pression de délais fixés par l'opportunité qui se présentait de coupler ENSIACV au projet Bleu SIEL, lui-même lié à un agenda politique serré. Tant pour l'archivage électronique historique que pour la conservation probatoire, les études en cours se révèlent lourdes et complexes, du fait de :

- la nouveauté et de l'ampleur des projets menés parallèlement, souvent par les mêmes personnes;
- l'implication de nombreux acteurs et métiers différents (ACV, diverses entités de la DSI, mandataires et, à terme au moins, les services producteurs de l'administration cantonale);
- la difficulté de trouver des spécialistes maîtrisant le Records Management appliqué aux documents numériques.

Le dossier de l'archivage électronique sera le dossier majeur de ces dix prochaines années. Il va exiger de lourds investissements humains, une reconsidération du fonctionnement de l'institution et une évolution forte des compétences de tout le personnel.

Numérisation: le contrôle des travaux externalisés de numérisation réalisés en 2014 ayant révélé certains problèmes de qualité (essentiellement des pages manquantes), une procédure de correction («rework» partiel) a été définie avec l'entreprise concernée, puis réalisée en plusieurs phases pendant le premier semestre 2015. Après de nouveaux contrôles, le projet d'externalisation de la numérisation des registres de paroisses et d'état civil a été officiellement clos le 30 juillet. Les coûts ont été maîtrisés et un plan de communication a été arrêté avec le prestataire de service. La totalité des images est disponible en salle de lecture depuis le mois d'octobre.

S'agissant du pôle numérique des ACV, les logiciels Limb Server (traitement d'images) et Limb Maestro (gestion et administration) ont encore été testés pendant le premier trimestre, ont reçu des correctifs et des mises à jour, puis ont été installés sur les serveurs de validation et de production. Les deux opérateurs ont débuté leur mandat le 1^{er} avril. Les images numériques qu'ils produisent sont consultables en salle de lecture dès leur validation. En septembre, une nouvelle tâche a été créée dans Limb pour permettre la conversion des fichiers TIFF des registres de reconnaissance numérisés par l'Eglise de Jésus Christ des saints des derniers jours (Mormons) en fichiers PDF pouvant être mis à disposition en salle de lecture. L'espace de conservation a été augmenté de 5 To en juillet, puis de 55 To supplémentaires en novembre. Néanmoins, selon les projections, l'espace à disposition décrit dans l'EMPD arrivera à saturation en 2016. Du 1^{er} avril au 31 décembre, 25 396 images de 659 registres de plans cadastraux de la section Gc ont été produites (28%), ainsi que 2 154 images de cartes et plans de la section Gc (38%).

Matériel et réseau: le parc de machines des ACV a surtout évolué en fonction de la mise à la disposition du public du matériel nécessaire à la consultation et à l'impression des documents numérisés et de ceux de l'état civil (via l'application GestStar). Ainsi, en salle de travail, 9 ordinateurs ont été remplacés par de nouveaux modèles et une imprimante couleur a été installée. Deux autres imprimantes ont été remplacées, au secrétariat et en salle de tri.

Notices créées dans la base de données: voir le chapitre 6.5.

Consultation sur le site Internet des ACV: voir le chapitre 11.3.

4. Relations avec les producteurs d'archives

4.1. Relations avec l'administration cantonale

Visites: 62 (70) visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire. Les contacts quotidiens par courriel et par téléphone ne sont pas comptabilisés.

Le département le plus visité a à nouveau été celui de la Santé et de l'action sociale (DSAS, 19 fois), suivi de celui de la Formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC, 12 fois). Une part importante de ces entretiens était liée à des projets de calendriers de conservation (voir ci-dessous), les autres contacts ayant principalement pour objet des conseils d'organisation et la préparation d'éliminations ou de versements. L'Hôpital de Cery et les différents services intervenant dans le domaine de la psychiatrie ont encore fait l'objet d'une attention particulière, afin d'achever le traitement coordonné de l'énorme masse de leurs dossiers de patients, ainsi que de leurs archives administratives et médicales. Les opérations d'échantillonnage, puis d'élimination, respectivement de versement, confiées à une mandataire spécialisée, ont fait l'objet d'un suivi régulier, par de nombreuses visites sur place. Au DFJC, plusieurs visites ont concerné le Service de protection de la jeunesse, dans le cadre des recherches effectuées pour le compte d'anciens enfants placés (voir le chapitre 11).

Formations: en application du *règlement d'application de la loi sur l'archivage* (RLArch) et des directives DRUIDE pour la gestion des archives, tous les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois doivent désigner un « préposé à la gestion des archives » parmi les membres de leur personnel, dont les ACV assurent la formation. A cette fin et dans le cadre du Centre d'éducation permanente pour la fonction publique (CEP), les ACV ont donné le 13 mai une session du séminaire « La gestion et l'archivage des documents dans l'administration cantonale vaudoise », prioritairement destiné aux préposés. Cette formation a réuni 16 participants.

Les ACV ont organisé, à l'intention de l'ensemble des préposés à la gestion des archives, une réunion d'une demi-journée, donnée quatre fois, les 20 mai et 24 juin (pour l'Administration cantonale), 10 et 17 juin (pour l'Ordre judiciaire). Les participants ont été informés sur les derniers développements en matière d'archivage, en particulier les EMPD en cours sur l'archivage électronique, sur la numérisation et sur la densification des ACV. Ils ont aussi échangé sur la compétence de préposé et son évolution prévisible, et ont visité l'exposition *Les temps changent! Tout fout le camp? La conservation à l'ère numérique* (voir le chapitre 11.6).

Les pages réservées aux ACV sur l'Intranet de l'Etat de Vaud sont un vecteur essentiel de la communication avec les préposés. On y trouve notamment le support de cours, ainsi que toutes les directives, formulaires, modèles de calendriers de conservation des archives et autre documentation utile. Elles sont régulièrement complétées.

Instruments de gestion des documents: l'optimisation de la gestion des archives, en particulier de leur évaluation avec sélection, puis de leur élimination ou versement aux ACV, passe par la rédaction de « calendriers de conservation » (listes des documents produits ou reçus, avec indication du délai de conservation et du sort final), assumée en collaboration par les services ou offices producteurs et les ACV. Une part importante des relations des ACV avec les différents secteurs de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire est donc consacrée à la promotion de cet instrument de gestion des archives. Quelques services doivent encore finaliser leur premier calendrier de conservation. Parallèlement, plusieurs ont déjà entrepris de réviser ceux en vigueur, notamment afin de mieux prendre en compte les documents gérés sur supports numériques.

Des calendriers de conservation ont été adoptés en 2015 pour: Service des communes et du logement/Secteur juridique; Office d'information sur le territoire (nouvelle édition); Service des

automobiles et de la navigation (nouvelle édition); Groupe Impact; Secrétariat général du Département de l'intérieur et de la sécurité.

Des projets de nouveau calendrier de conservation ou de révision de celui en vigueur sont en cours pour: Secrétariat général du Département des infrastructures et des ressources humaines; Centrale des autorisations de construire (CAMAC) (mise à jour); Direction générale de l'enseignement postobligatoire/Gymnases; Ecole professionnelle commerciale de Nyon; Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (Yverdon-les-Bains); Centre d'orientation et de formation professionnelles (COFOP); Service de la santé publique (mise à jour); Service des assurances sociales et de l'hébergement (mise à jour); CHUV/Logistique hospitalière; Administration cantonale des impôts (nouvelle édition); Direction générale de l'environnement (nouvelle édition); Service pénitentiaire; Direction des systèmes d'information.

Plusieurs services ou offices qui ne parvenaient pas à mener le projet d'un calendrier de conservation par leurs propres forces (en particulier leur préposé à la gestion des archives) ont choisi de mandater un archiviste extérieur pour effectuer cette tâche, généralement avec d'excellents résultats. Les ACV peuvent en général, sur demande d'un service, fournir à celui-ci les coordonnées de professionnels disponibles.

Projets particuliers: le versement aux ACV des registres originaux de l'état civil du 20^e siècle (à l'exception notable des registres des familles) s'est achevé au début de l'année par différents versements complémentaires. S'agissant de la consultation de ces sources, il a été convenu avec la Division de l'état civil cantonal, dans un protocole de collaboration signé le 2 juin 2015, que la consultation par le public des données librement accessibles aux termes de la révision de l'ordonnance fédérale sur l'état civil entrée en vigueur en 2011 (soit les naissances jusqu'au 31 décembre 1899, les mariages jusqu'au 31 décembre 1929 et les décès jusqu'au 31 décembre 1959), s'effectuerait par le biais d'un accès à la base de données GestStar (qui contient une version numérisée des registres originaux), sécurisé et limité aux périodes autorisées, cela uniquement sur les ordinateurs de la salle de travail des ACV et non sur Internet, pour des raisons de protection des données. Cette nouvelle source d'informations généalogiques a pu être mise à la disposition du public dès la signature de l'accord (voir le chapitre 11).

Le vaste projet de traitement systématique des énormes masses de dossiers et autres documents conservés par les institutions psychiatriques depuis plus d'un siècle (1873 pour l'Hôpital de Cery) a été poursuivi. Il implique un très gros travail de sélection, de reclassement et de reconditionnement de ces sources, pratiqué sur place avec un suivi régulier par les ACV (voir ci-dessus, «visites»), en fonction de règles de tri et d'échantillonnage préalablement définies avec la collaboration des professionnels concernés et de spécialistes de l'histoire de la médecine (pour l'essentiel, les parts les plus anciennes sont conservées intégralement, tandis que dès 1960, compte tenu de l'augmentation exponentielle de la production documentaire, un échantillonnage de l'ordre de 10% est appliqué, sauf pour des fonds très spécifiques). Dans de nombreux cas, le conditionnement définitif doit être réalisé aux ACV, lors de l'inventorisation des fonds. L'ensemble de ces opérations s'effectue avec une attention particulière portée à la préservation de la confidentialité des informations traitées. Une part remarquable des plus de 200 mètres linéaires (m.l.) de documents versés, soit les productions graphiques et picturales des patients de l'atelier de dessin de l'Hôpital de Cery, dirigé de 1963 à 1984 par le Prof. Alfred Bader, a été immédiatement valorisée dans le cadre de la préparation de l'exposition 2016 des ACV, intitulée *Archives psychiatriques: «faut-il consulter?»*. *Contribution au débat sur la conservation des données personnelles.*

Les volumineux versements d'archives liés à la réorganisation territoriale du Registre foncier se sont poursuivis cette année encore. L'important travail réalisé en amont pour définir une procédure très stricte pour ces opérations s'avère précieux, permettant de disposer d'un recensement détaillé des volumes entrants qui peut être repris dans une large mesure, semi-automatiquement, lors de l'inventorisation, ce qui est d'autant plus nécessaire que ces sources, souvent récentes, doivent pouvoir être très rapidement mises à disposition pour la consultation.

Après l'aboutissement, en 2014, des négociations concernant la donation à l'Etat de Vaud des collections de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire, et notamment l'accord obtenu du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, le projet a pu entrer dans sa phase de réalisation concrète. Les ACV, responsables en particulier des archives manuscrites (cahiers, etc.), cartes, plans, gravures et photographies, ont ainsi pris en charge en 2015 pas moins de 420 m.l. de documents. D'autres parts de ce patrimoine ont été confiées au Musée cantonal d'archéologie et d'histoire et à la Bibliothèque cantonale et universitaire-Lausanne. Leur inventaire et leur mise à disposition publique devraient en principe être réalisés dans un délai de 3 ans (2015-2017).

Entre 2000 et 2008, plusieurs opérations de tri systématique puis élimination ou versement d'archives des différents secteurs de l'Ordre judiciaire ont été accomplies, dans le cadre des réformes de celui-ci, par un archiviste mandataire supervisé par les ACV. Un renouvellement de ces opérations, concernant essentiellement les archives des 63 ex-Justices de paix de cercle (remplacées par 9 Justices de paix de district) et des 19 ex-Tribunaux de district (remplacés par 4 Tribunaux d'arrondissement) a été proposé par les ACV en automne 2015 et accepté par le Secrétariat général de l'ordre judiciaire, qui le financera par la mise à disposition d'un mandataire à 60% pendant une année. Le travail, qui ne peut être assuré dans le cadre de la gestion courante des archives par le personnel de ces offices, sera pris en compte en 2016. Il devrait permettre, dans les Justices de paix, d'éliminer 600 à 700 m.l. de documents périmés selon les règles du calendrier de conservation, puis de réorganiser le solde de façon à optimiser la gestion et la consultation de ces documents. Dans les Tribunaux d'arrondissement (TdA), il s'agira d'éliminer /verser l'intégralité des documents hérités des anciens Tribunaux de prud'hommes communaux ou inter-communaux, supprimés en 2000 (remplacés par les chambres des prud'hommes des TdA) et surtout d'opérer préventivement la sélection des dossiers pénaux présentant un intérêt historique sur une période d'une dizaine d'années, puis de les verser aux ACV, afin que le solde puisse être éliminé chaque année automatiquement, sans nouvelle intervention, à l'échéance du délai de conservation réglementaire de 30 ans fixé par le Tribunal cantonal.

Eliminations: appliquant avec rigueur les critères de tri élaborés en collaboration avec les services concernés et protocolés dans les calendriers de conservation, les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 5 917 (4 185) m.l. de documents dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement. Ces presque 6 kilomètres linéaires éliminés, protocolés dans des bordereaux ad hoc, constituent un nouveau record. Mis en regard des 429 m.l. reçus cette année, cela signifie 93% de documents éliminés pour 7% versés.

4.2. Relations avec les communes

Conseils et visites: les ACV fournissent conseils et assistance aux personnes en charge des archives communales, par téléphone et par courrier, également par des visites sur place, si nécessaire et sur demande. Les contacts par courrier ou téléphone (non décomptés) ont été réguliers et ont concerné notamment les thématiques suivantes: gestion électronique des documents; recherche d'un/e archiviste mandataire; durées de conservation des documents. En ce qui concerne les visites, 9 (18) ont eu lieu en 2015, principalement pour les motifs suivants: préparation d'une fusion prochaine (3 cas); planification du traitement de l'arriéré d'archivage (3 cas); expertise de nouveaux locaux et conseils en matière de conservation (3 cas).

Panorama 2: le soutien à Panorama 2 (publication des inventaires d'archives communales) a été réorganisé. Les tâches opérationnelles ont été entièrement remises aux archivistes communaux, organisés en un Groupe de travail au sein de l'Association vaudoise des archivistes (AVA). Les ACV restent néanmoins présentes au travers d'un soutien financier. Sur le montant de 10 000 francs consacré à Panorama 2,

90% ont pu être utilisés, tant pour des travaux de nature technique (par exemple la migration sur une version plus récente du logiciel AtoM) que pour permettre le recours à un mandataire pour la gestion opérationnelle de la plateforme, ou encore pour former les utilisateurs à l'application de la norme de description archivistique internationale ISAD(G).

Guide pratique des archives communales: l'archiviste chargé des relations avec les Communes a repris la responsabilité de webmaster sur les pages dédiées aux archives communales. Le projet de nouveau guide pratique est finalisé, à l'exception des domaines du Records Management (qui demande un complément rédactionnel) ainsi que de l'archivage électronique (en attente de la fin du projet ENSIACV).

Formation: pour la quatrième année consécutive, les ACV ont donné dans le cadre du CEP un cours de deux heures destiné aux conséquences concrètes de la *loi sur l'archivage* pour les communes. Par ailleurs, un atelier dédié à l'application pratique de la norme ISAD(G) a été organisé en fin d'années, qui a attiré un nombre d'inscriptions supérieur à la capacité du cours. Pour répondre aux attentes des archivistes communaux, cet atelier sera donc à nouveau organisé en 2016.

Politique d'accueil des archives privées: les contacts avec les communes ont aussi souvent concerné la question des archives privées, dont la prise en charge est une responsabilité communale lorsqu'il s'agit de fonds d'importance locale et non cantonale. Cet accueil implique des précautions (en particulier la signature d'une convention définissant le statut juridique -don ou dépôt - ainsi que les conditions de consultations) et des obligations (notamment celle de signaler l'existence des fonds privés par la publication d'un inventaire).

Accès aux archives: l'application pratique de l'article 64 alinéa 2 de la *loi sur les communes* (consultation des procès-verbaux des séances de la Municipalité) n'est pas réglé; le Service des communes et du logement (SCL), sollicité en date du 10 décembre 2014, n'a donné aucune réponse durant l'année 2015. Par ailleurs, en matière d'accès aux archives, une demande de fourniture d'informations à l'ensemble des communes, par un groupe de recherche de l'Université de Zurich, a beaucoup agité les administrations communales et a nécessité la rédaction d'une prise de position commune du SCL et des ACV, qui a rappelé les droits et les devoirs en matière d'accès aux archives tant du point de vue du demandeur que des communes.

Etat sanitaire: des opérations très coûteuses de traitement d'archives communales contenant des moisissures en Suisse allemande (notamment à Kloten ZH) ont attirés l'attention sur la nocivité de certains types de champignons pour la santé humaine. Ce facteur de risque est désormais intégré dans les rapports d'expertise fournis par les ACV.

4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé

26 (11) visites ont été opérées auprès de personnes privées physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation.

Comme chaque année, ces contacts ont concerné des archives de natures très diverses (personnelles, familiales, d'associations, partisans) et relatives à des domaines très variés (politique, social, économique, culturel, sportif, etc.). Ils ont en majorité déjà débouché sur des donations ou dépôts, notamment ceux des importants fonds de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire, de DM-Echange et mission (ex-Département missionnaire), de Terre des hommes et de PubliGroupe: voir le chapitre 5.2.

L'Association des Archives hôtelières suisses loue temporairement, depuis 2013, des rayonnages aux ACV pour déposer ses archives.

5. Accroissement des fonds d'archives

5.1. Versements d'archives publiques

15 (20) services ou offices de l'administration ou de l'Ordre judiciaire ont procédé à 29 (22) versements, totalisant 431 (350) m.l., dont 210 en provenance de services ou institutions de psychiatrie, 93 du Registre foncier, 58 de la Chancellerie d'Etat (essentiellement des archives du Conseil d'Etat) et 34 de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (documents considérés comme archives publiques jusqu'au 31 décembre 2006, veille de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'EERV).

Les versements du Registre foncier intervenus au cours de ces six dernières années dans le cadre de la réorganisation territoriale des offices ont ainsi atteint le kilomètre linéaire. S'agissant de documents relativement récents, ils entraînent une augmentation immédiate du nombre de demandes de copies certifiées conformes d'actes officiels.

Ceux de l'Hôpital de Cery, du Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA), de la Policlinique psychiatrique universitaire (PPU), de l'Hôpital psychiatrique de Prangins et du Secteur psychiatrique Centre complètent les importants fonds d'archives hospitalières, en particulier psychiatriques, entrés aux ACV ces trois dernières années, dans une volonté déclarée d'assurer la constitution de corpus documentaires relatifs à ce domaine de recherche très prisés des historiens contemporains (rappelons que la consultation de ces dossiers demeure soumise à autorisation sans limite de durée).

Les versements officiels ont été le fait de :

Département du territoire et de l'environnement (DTE)

- Service des automobiles et de la navigation : législation, rapports (SB 158, complément)

Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC)

- Néant

Département des institutions et de la sécurité (DIS)

- Eglise évangélique réformée du canton de Vaud : archives principalement 1995-2006, notamment procès-verbaux des séances du Synode et du Conseil synodal, rapports annuels présentés au Synode, correspondance du Conseil synodal, rapports des arrondissements, dossiers thématiques (SB 284)

Département de la santé et de l'action sociale (DSAS)

- Chancellerie d'Etat : archives principalement 1976-2003, notamment matières discutées en Conseil d'Etat, exposés des motifs et rapports du Conseil d'Etat, cérémonies d'installation des autorités, rencontres et visites du Conseil d'Etat, Conférence des chefs de service de l'administration cantonale, rapports de gestion (SB 292)
- Hôpital de Cery : échantillon de dossiers de patients 1961-1993, dossiers de patients ayant participé à l'atelier de dessin (Centre d'études de l'expression plastique) (SB 261, complément)
- Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent : échantillon de dossiers de patients des diverses unités du SUPEA 1979-1993 (SB 264, complément)
- Policlinique psychiatrique universitaire : échantillon de dossiers ambulatoires 1950-1993 (SB 270, complément)
- Centre hospitalier universitaire vaudois : échantillon de dossiers de patients de la Clinique dermatologique 1903-1943 (SB 273, complément)
- Hôpital psychiatrique de Prangins : archives de la direction 1892-1974; dossiers de patients 1929-1959 (SB 283)

- Secteur psychiatrique Centre: échantillon de dossiers de patients 1979-1993, protocoles d'autopsies 1966-1990, expertises médico-légales 1948-2001 (SB 293)

Département de l'économie et du sport (DECS)

- Etat civil cantonal: registres des publications des promesses de mariage 1891-1999 (SB 268, complément)

Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH)

- Néant

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)

- Registre foncier du district d'Echallens: fiches-cotets 1959-2000 (SB 219, complément); onglet I: propriété (1955-1998), onglet III: gages immobiliers (1980-1998), onglets IV: annotations (1955-1998), cadastre transitoire, remaniement parcellaire, introduction du registre foncier fédéral, grand livre et onglet II pour diverses communes (20^e s.) (SB 286)
- Registre foncier du district de Payerne: fiches de transport et fiches-cotets 1956-2002 (SB 226, complément); actes de propriété (1981-1985), registre des présentations (1968-1986), annotations (1954-1984) (SB 289)
- Registre foncier du district d'Oron: fiches de transport et fiches-cotets 1959-2000 (SB 227, complément); onglet I (1981-1985), journal (1963-1983), annotations au niveau des actes du district et cadastres transitoires au niveau des communes (1948-1956) (SB 290)
- Registre foncier du district d'Avenches: fiches mortes et fiches-cotet, feuillets de transport et anciens feuillets 1963-2002 (SB 228, complément); actes de propriété (1981-1985), registre des présentations (1967-1986), annotations (1946-1985) (SB 287)
- Registre foncier du district de Moudon: fiches de transport et fiches-cotets 1962-2002 (SB 229, complément); actes de propriété (1981-1985), registre des présentations (1962-1984), annotations (1955-1984), cadastres transitoires pour diverses communes (20^e s.) (SB 288)
- Registre foncier du district du Pays-d'Enhaut: onglet I (1898-1941), journal (1912-1968), onglet III (1955-2000), éléments concernant les saisies, estimations fiscales et taxes des bâtiments au niveau des actes du district, ainsi qu'éléments divers au niveau des communes (1876-1979) (SB 291)
- Office de la protection des biens culturels: documentation de biens culturels, réalisée directement ou sur mandat de la Rédaction des Monuments d'art et d'histoire (MAH) depuis 1941 et par l'Office de la protection des biens culturels (OPBC) depuis 1972, dans le cadre de la constitution des dossiers de sécurité, 1941-2014 (SB 278)

Ordre judiciaire (OJ)

- Tribunal des mineurs: échantillon de dossiers des causes 1984 (SC 200)

Communes:

- Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. Aucun versement n'a été enregistré en 2015.

5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives

71 (65) entrées, concernant 57 (53) fonds différents, dont 27 (23) nouveaux, ont totalisé 1098 (201) m.l. (les documents isolés placés dans les collections de documents P 1000 et P 2000 ne sont pas comptés).

Ce chiffre record (il représente près de 4 fois la moyenne annuelle de l'accroissement d'archives privées) trouve en partie son explication dans les négociations engagées en 2013 concernant la donation à l'Etat de Vaud des collections de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire et qui ont abouti à la fin de l'année suivante à un accord entériné par la cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, prévoyant une répartition des objets et documents entre le Musée cantonal d'archéologie et d'histoire, la Bibliothèque cantonale et universitaire-Lausanne et les ACV, celles-ci s'occupant en particulier des archives manuscrites (cahiers, etc.), cartes, plans, tableaux muraux. 2015 a vu la réalisation concrète de ce projet, avec l'entrée aux ACV de 420 m.l. remis par la Fondation. Selon les termes de l'accord, l'inventaire détaillé de ce fonds aussi riche que volumineux devra être finalisé d'ici à 2017.

Simultanément, l'année 2015 a vu l'aboutissement de deux autres projets d'acquisition de fonds privés de première importance: celui du Département missionnaire-Echange et mission (187 m.l.) et celui de la Fondation Terre des hommes (185 m.l.). Enfin, les ACV ont été choisies pour recevoir les archives plus que centenaires de Publi*Groupe* (précédemment Publicitas), absorbé par Swisscom (87 m.l.).

Parmi les nombreux fonds qui ont fait l'objet de compléments, on peut citer :

- PP 225: Parti socialiste vaudois: archives 1926-2002, essentiellement 1980-2000: organes du Parti, finances, sections, élections et votations (fédérales, cantonales, communales), organismes indépendants (Femmes socialistes vaudoises, Jeunesse socialiste vaudoise, etc.), éditions du Parti, éléments graphiques et audiovisuels, documentation sur papier et audiovisuelle.
- PP 410: Grand d'Hauteville (famille): plans et cartes du domaine et des bâtiments (1778-1925), cartes géographiques (1758-1870), fichiers de la bibliothèque du château, ouvrages publiés et imprimés divers (1724-1955), comptabilité (19^e s.), contrats de vignolage (1908-1953), photographies, journaux personnels, documents divers relatifs à la famille.
- PP 632: Société anonyme des câbleries et tréfileries de Cossonay: principalement photographies (différents supports et formats), brevets, certificats, documentation technique, publications, 1926-1996.
- PP 746: Fondation du Réarmement moral: 28 films 35 mm, 102 films 16 mm, 3 films 8 mm, 1935-1970.
- PP 759: Sulser (Christian): dossier biographique du journaliste à la Radio Suisse Romande (1935-2001), fichiers de dépouillement et notes de travail, dossiers d'émissions radiophoniques dont « Carnets de route », dossiers de voyages en Asie, dans les Balkans et aux Etats-Unis, divers, 1961-2001.
- PP 886: Edipresse Publications SA: fonds documentaire d'environ 2 millions d'articles de presse parus principalement dans *24heures* et *La Tribune/Le Matin*, 1972-1998: sections « Matières » (avec fichier), « Personnalités » (avec fichier), « Vaud », « Communes », « Lausanne », « Rubriques ».

Les principaux nouveaux fonds sont :

- N 14: Fondation vaudoise du patrimoine scolaire: 420 m.l. de documents et objets relatifs à l'enseignement (matériel scolaire concernant en principe l'enseignement public obligatoire), environ 1800-2005: imprimés ou manuscrits (programmes, règlements, rapports, brochures, Annuaire et *Bulletin officiel du DIPC*, *L'Edicateur*, rapport des congrès, périodiques, manuels, registres de classe, carnets de notes, travaux d'examens, cahiers d'élèves, cours de maîtres, registres de maîtres, évaluations, prototypes de cahiers de maître et d'élève), herbiers, documents iconographiques (tableaux muraux, cartes de géographie, diapositives et photographies de classes, de bâtiments et de manifestations scolaires, albums photographiques), archives d'enseignants, matériel d'exposition, inventaires des collections, etc.

- PP 1002: DM-échange et mission: archives (env. 1800-2015, 187 m.l.) de la Mission romande / de la Mission suisse / du Département missionnaire des Eglises évangéliques romandes, concernant notamment l'Afrique du Sud et le Mozambique: procès-verbaux, correspondance, rapports, dossiers, etc. du secrétariat, cartes géographiques, environ 9 000 photographies, environ 5 400 volumes de bibliothèque (ouvrages de référence et de travail pour les missionnaires, ouvrages d'information sur les pays concernés par les missions, avec notamment de nombreux dictionnaires des parlers locaux établis par les pasteurs).
- PP 1032: Steck (Hans): documents en relation avec l'activité professionnelle et scientifique d'Hans Steck (1891-1980), médecin psychiatre, directeur de l'Hôpital de Cery, professeur, en particulier une importante collection d'écrits (correspondance, cahiers, poésie, entre autres) et d'œuvres picturales produits par des patients; documents relatifs à divers traitements, tests psychologiques, tapuscrits de travaux, articles et de tirés-à-part sur l'art et la psychiatrie, l'eugénisme et diverses psychopathologies; documents personnels; 1895-1977.
- PP 1033: Bader (Alfred): articles, publications, correspondance, etc. d'Alfred Bader (1919-2009), psychiatre, médecin adjoint à l'Hôpital de Cery, où il dirige le Centre d'études de l'expression plastique, professeur; importante collection de documents concernant l'art en lien avec la psychiatrie, œuvres, films, photographies, correspondance, catalogues, etc.; documents personnels; 1921-2006.
- PP 1035: Forel (Oscar): documents produits dans le cadre de son activité professionnelle et intellectuelle par Oscar Forel (1891-1982), médecin psychiatre, directeur de cliniques privées (La Métairie, Les Rives de Prangins), tapuscrits, articles, conférences, photographies négatives sur plaque de verre des hôpitaux psychiatriques de Cery et de La Métairie, entre autres; documents rassemblés par lui au sujet de son père Auguste Forel, également médecin; correspondance échangée avec diverses personnes et sociétés; 1880-1982.
- PP 1038: Auditorama: Archives du Musée national suisse de la radio et de l'audiovisuel, à Territet (Montreux) (création en 1982, fin définitive d'activité en 2015): archives administratives, articles de présentation, procès-verbaux du Conseil de Fondation, du Bureau du Conseil, correspondance, dossiers des différentes directions, relations avec les partenaires et la Commune de Montreux, rapports de gestion, expositions annuelles, coupures de presse, etc.; comprend les archives de la Société romande de radiodiffusion, 1914-1981 (PP 1038/2-7).
- PP 1042: Palaz (Adrien): archives professionnelles d'Adrien Palaz (1863-1930), ingénieur, professeur, directeur de l'Ecole d'ingénieurs de l'Université de Lausanne, député radical; documents relatifs à sa formation, correspondance, dossiers de recherche et d'enseignement, etc., 1800-2001.
- PP 1043: Bovet (Ernest): archives d'Ernest Bovet (1870-1941), Dr ès lettres, professeur de littérature française et italienne à l'Université de Zurich, fondateur et directeur de la revue Wissen und Leben, membre du Schweizer Heimatschutz, helvétiste et proeuropéen, secrétaire de la Ligue suisse pour la Société des Nations: abondante correspondance, classée par expéditeur, dossiers thématiques (politique internationale), archives familiales, 1920-1940.
- PP 1046: Fontannaz (Monique): publications, travaux de recherche, documentation de l'historienne de l'art Monique Fontannaz, rédactrice des Monuments d'art et d'histoire: articles DHS, Coppet, Crans, Vully-les-Lacs, Rougemont, Cheseaux-Noréaz, Yverdon-les-Bains, divers, 1718-2012.
- PP 1048: PubliGroupe: archives (environ 1880-2000, 87 m.l.) de la société Haassenstein et Vogler, devenue Publicitas en 1916, établie à Lausanne en 1930, devenue Publicitas Holding SA en 1989, puis PubliGroupe SA en 1997, racheté par Swisscom en 2014, entreprise de communication au service des médias et des annonceurs: procès-verbaux du Conseil de direction, correspondance, circulaires, bulletins internes, rapports d'activité, dossiers thématiques, bibliothèque de référence avec fichiers, photographies, etc.

- PP 1050: Société anonyme E. Girardet et Cie: archives 1864-2015 de la fabrique de couvertures fondée en 1871 à La Sarraz et qui a cessé son activité en 1977, dont une partie des locaux ont été réaffectés à des activités culturelles à la fin des années 1980, abritant notamment le théâtre La Filature: documents de direction, finances, personnel, bâtiment, communication, photographies, etc.
- PP 1051: Ensemble vocal de Lausanne: archives 1961-2015 du chœur fondé en 1961 par Michel Corboz: documents d'administration, programmes, enregistrements, dossiers de presse, documents de l'Association des amis de l'EVL, dossiers biographiques, dossiers du Festival Michel Corboz, imprimés, partitions, photographies, etc.
- PP 1052: Mestral (famille de, branche d'Aspre): archives environ 1400-1946 de la famille, concernant en particulier des personnalités telles qu'Armand François Louis de Mestral (1738-1805) et Henri Georges de Mestral (1770-1849) et la gestion des diverses propriétés (le domaine d'Aspre, à Aubonne, Lavigny, la Maison Blanche à Mont-sur-Rolle, Vullierens, etc.) dans la période qui suit l'abolition des droits féodaux jusqu'au 20^e s.
- PP 1053: Fondation Terre des Hommes: archives environ 1958-2001 (185 m.l.) de l'Association, puis Fondation, créée en 1960 à Lausanne par Edmond Kaiser afin, d'une part, de mener des projets d'aide directe à l'enfance meurtrie, dans le monde entier, et d'autre part, de mener des campagnes de promotion des droits fondamentaux des enfants: administration centrale, actions humanitaires dans le monde (par pays), dossiers d'enfants, reportages photographiques, documents sonores et filmiques, etc.

Parmi les fonds non cités, on en trouve en particulier qui concernent les personnes, familles, associations, entreprises ou institutions suivantes: Abbaye de Syens et de Rossenges; Anex (Jean); Association cantonale vaudoise pour la natation; Charrière (Constantin de); Chavannes (famille); Croix Bleue romande; Cruchaud (famille); Cuénod (Michel); Delarageaz (famille); Fédération vaudoise des syndicats d'élevage du menu bétail; Fondation du château de Chillon; Fondation du château de la Roche (Ollon); Gerber (Freddy); Gilliard (J.-D. Dominique); Gilliard (Michel); Groupement d'études biologiques; Jeanneret (Pierre); La Croix de Camargue; Langer (famille); Le Comte (Guy); Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme; Loës (famille, de); Martin (Jean); Mayor (Jean-Claude); Montandon (Charles); Muret (Ernest); Narbel (Paul); Noir (famille); Olivier (famille); Rollan (Jack); Roux (famille); Quaglia (Etienne); Société Charles Veillon SA; Société de Belles-Lettres; The Scots Kirk (Lausanne); Veillard (Maurice).

6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche

42 (38) inventaires nouveaux ont été réalisés ou achevés (17 de versements officiels, 25 de fonds para-administratifs ou privés), totalisant 4833 (7468) pages.

39 (32) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés, totalisant 393 (1656) pages.

Le 2 juin 2016, la Conférence des directrices et directeurs d'Archives de Suisse a publié les premières statistiques d'archives suisses (2013-2015). L'accroissement des inventaires n'est pas donné en pages, mais en mètres linéaires, soit pour les ACV, en 2015, 673 m.l. (2014, 598 et 2013 4618) pour respectivement 26 585 notices descriptives nouvelles (2014, 58 019 et 2013 40 056).

Comme la forte hausse de 2014, la baisse de 2015 de la statistique du nombre de pages d'inventaires produites est largement conjoncturelle, due à la date de comptabilisation de très gros inventaires en réalité réalisés sur de longues périodes. Plusieurs instruments de recherche volumineux réalisés majoritairement en 2015 (voire depuis une date antérieure) seront achevés en 2016 et apparaîtront alors dans la statistique. La production annuelle moyenne d'inventaires par les ACV au cours de ces dix dernières s'est élevée à 5 180 pages.

Il faut à nouveau relever que cette tâche prioritaire, qui seule permet de mettre à la disposition du public la masse d'information engrangée par l'institution, reste presque totalement tributaire du travail des nombreux stagiaires, auxiliaires, civilistes, mandataires, etc., qui travaillent chaque année aux ACV, sous la supervision des archivistes et des autres membres du personnel fixe.

Les nombreux inventaires dactylographiés ou sur traitement de texte migrés dans la base de données par des procédures semi-automatiques ou par simple ressaisie manuelle, ne sont pas comptés dans les chiffres précités.

Etat du classement des fonds et versements (au 01.03.2016) :

Section ou sous-section		Inventoriés au 01.03.2014		Inventoriés au 01.03.2015		Evolution sur un an
Cote	Intitulé	Nombre	%	Nombre	%	%
N	Archives para-administratives	12/13	92	13/13	100	+ 8%
P (close)	Fonds privés	858/858	100	858/858	100	0
PP	Fonds privés	1017/1035	98	1035/1057	98	0
S (close)	Archives officielles, entrées de 1985 à 1995	275/275	100	275/275	100	0
SA	Grand Conseil	5/5	100	5/5	100	0
SB	Conseil d'Etat et départements	238/282	84	260/293	89	+ 5%
SC	Ordre judiciaire	196/200	98	197/201	98	0
SD	Constituante	1/1	100	1/1	100	0
Total		2602/2669	97	2644/2703	98	+ 1%
Arriéré		67		59		

Remarques :

- 1) Cette statistique ne porte que sur les archives officielles dès 1803 classées par provenance (sous-sections S [close], SA, SB, SC, SD), ainsi que sur les archives para-administratives (section N) et privées (sous-sections P [close] et PP). Elle ne tient pas compte des archives anciennes et des collections (sections A à J et M, en principe entièrement inventoriées sauf C [parchemins] et M [sceaux]), ni des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K [close]).
- 2) Dans les colonnes « nombre », le premier chiffre représente les fonds ou versements inventoriés (ou, exceptionnellement, entièrement éliminés après réévaluation ou transférés dans un autre fonds ou versement), le second chiffre correspondant au total de ceux qui ont été reçus par les ACV. Pour les sections ouvertes, ce dernier chiffre augmente en fonction des entrées. Les compléments d'inventaires (qui sont fréquents pour les fonds para-administratifs et privés) ne sont pas pris en compte.
- 3) Les chiffres sont arrêtés à la date de fin de la révision annuelle (soit en mars) et non au 1er janvier, ce qui explique les divergences parfois importantes qui peuvent exister par rapport aux nombres de fonds ou versements reçus (chapitre 5) et d'inventaires réalisés (chapitre 6).

Malgré les nombreuses nouvelles entrées, l'arriéré a encore pu être réduit, ne représentant que 2% des fonds reçus par les ACV. Il est pratiquement incompressible, compte tenu de l'inévitable délai entre l'entrée d'un fonds et l'achèvement de son inventaire.

6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels

L'inventaire des 4532 registres des « événements » de l'Etat civil 1875-2004 (SB 267), occupant 185 m.l., totalise 1368 pages. Il est à noter que la partie librement consultable de ces registres (les naissances avant le 1^{er} janvier 1900, les mariages avant le 1^{er} janvier 1930 et les décès avant le 1^{er} janvier 1960) ne se consulte pas sur les documents originaux mais sur leurs copies numériques, accessibles dans la salle de lecture des ACV à partir de la base de données GestStar, gérée par le Service de la population (voir le chapitre 4.1, « projets particuliers »). S'y ajoutent, toujours pour l'Etat civil, les 391 pages de l'inventaire des registres de promesses de mariage (SB 268).

Après l'inventaire du fonds de l'Hôpital de Cery dressé l'année précédente (SB 261), ce sont ceux des archives du Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA, précédemment Office médico-pédagogique vaudois, OMPV) (SB 264) et celui des archives de la Polyclinique psychiatrique universitaire (PPU) (SB 270) qui ont pu être achevés cette année, complétant le vaste corpus d'archives psychiatriques mis à disposition de la recherche, bien évidemment avec des règles de consultation extrêmement rigoureuses, puisque qu'est requise, selon les cas, l'autorisation de la Commission fédérale d'experts du secret professionnel ou celle du Conseil de santé.

Les nouveaux inventaires disponibles sont :

- SB 239: Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle: 59 carrousels de diapositives présentant des métiers et 2 classeurs de commentaires imprimés, 1983-1991.
- SB 255: Service des routes: archives 1808-1978 des voyers des districts d'Aigle, du Pays-d'Enhaut et de Vevey, en particulier plans de routes, gestion administrative (comptabilité, correspondance, inventaire des archives, permis pour conduite d'eau et conventions (notamment pour usage du domaine public); également abornement de la route Lausanne-Saint-Maurice 1830-1841 et registres de contrôle de l'entretien des bâtiments publics (principalement cures réformées et temples) 1918-1964.
- SB 262: Service de l'agriculture: archives administratives 1875-1998 (principalement 1950-1990 environ), notamment: classement général (1982-1992); soutien à l'économie alpestre (1950-1990); contrôle des fermages (1940-1990); amélioration du bétail (1949-1963); Commissions cantonales de recours (1970-1990); Ecoles et stations de Marcelin: Ecole cantonale d'agriculture de Marcelin (1895-1998); Ecole ménagère (1920-1980); Station cantonale d'agriculture (1970-1990).
- SB 264: Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA), précédemment Office médico-pédagogique vaudois (OMPV, 1942-1974) puis Service médico-pédagogique vaudois (SMPV, 1974-1979): dossiers des patients 1943-1960; échantillon des dossiers des patients 1961-1988/1993; fichier alphabétique des patients 1943-1993; examens médico-pédagogiques et expertises médico-légales 1937-1986; activités scientifiques des collaborateurs (recherche et enseignement, participation à des commissions et des groupes de travail, etc.) 1942-1994; divers.
- SB 267: Etat civil cantonal: registres des naissances, mariages et décès 1876-2004; registres des reconnaissances 1928-2004; registres des légitimations 1912-1977.
- SB 268: Etat civil cantonal: registres des publications des promesses de mariage 1859-1999.
- SB 270: Polyclinique psychiatrique universitaire: dossiers de patients 1925/1948-1960 (papier et/ou microfilms); échantillon de dossiers de patients 1961-1993; fichiers des dossiers de patients 1925-1997.
- SB 271: Hôpital de Cery: production graphique et scripturale (dessins, peintures) des patients dans le cadre de l'atelier de dessin de l'Hôpital, 1963-1994 (entre 1963 et 1984, Centre d'études de l'expression plastique dirigé par Alfred Bader); fichiers, photographies, agendas, objets divers en lien avec les dessins de patients.
- SB 275: Commission de recours Decfo-Sysrem: décisions, répertoires, lois et règlements appliqués, rapport final, documents de référence de la Commission (créée pour traiter les recours contre les

avenants aux contrats de travail pris dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de classification des fonctions et des rémunérations du personnel de l'Etat de Vaud), 2008-2014.

- SB 277: Service de la sécurité civile et militaire: défense aérienne passive (environ 1935-1945); défense aérienne (environ 1945-1962); protection civile (environ 1962-1980) (essentiellement archives personnelles de Roger Parisod, chef de la PC de Lausanne); divers 1931-1987.
- SB 280: Registre foncier du district de Cossonay: actes de propriété (1956-1998), servitudes (1941-1998), gages immobiliers (1979-1998), journal de présentation (1956-1998), annotations (1955-1998), mentions (1945-1998), PPE (1969-1998), saisies (1984-2000), expropriations (1956-1997), cadastre transitoire et divers au niveau des communes (20^e s.).
- SB 281: Service des routes et des autoroutes: photographies du chantier de construction de l'autoroute A9, de Lausanne à Saint-Maurice (1960-1994), et de la semi-autoroute A9 b, de Chavornay à Vallorbe (1980-1998).
- SB 287: Registre foncier du district d'Avenches: actes de propriété (1981-1985), registre des présentations (1967-1986), annotations (1946-1985).
- SB 288: Registre foncier du district de Moudon: actes de propriété (1981-1985), registre des présentations (1962-1984), annotations (1955-1984), cadastres transitoires pour diverses communes (20^e s.).
- SB 289: Registre foncier du district de Payerne: actes de propriété (1981-1985), registre des présentations (1968-1986), annotations (1954-1984).
- SB 290: Registre foncier du district d'Oron: ongllet I (1981-1985), journal (1963-1983), annotations au niveau des actes du district et cadastres transitoires au niveau des communes (1948-1956).
- SC 196: Secrétariat général de l'Ordre judiciaire: archives du Greffe du Tribunal cantonal, puis du Secrétariat général de l'Ordre judiciaire 1871-2003 (principalement seconde moitié du 20^e siècle), notamment: relations avec les offices judiciaires; avocats; agents d'affaires brevetés; relations avec l'administration vaudoise: Commission d'information et de coordination en matière pénale; législation et jurisprudence: recueil systématique de la législation vaudoise; réforme de l'organisation judiciaire: centralisation du Registre du commerce; magistrats; personnel.

6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs

De nombreux fonds de familles sont été rendus accessibles par l'achèvement de leur inventaire, parmi lesquels il faut signaler particulièrement les archives réunies par Bernard Secrétan pour la remarquable histoire de sa famille lausannoise (PP 1017). Sont aussi à mettre en exergue les inventaires des fonds de trois médecins, les psychiatres Hans Steck (PP 1032) et Alfred Bader (PP 1033), qui ont marqué de leur empreinte l'histoire de l'Hôpital de Cery, et le célèbre Auguste Rollier (PP 1028), dont le nom est lié au développement de Leysin en tant que centre de soins contre la tuberculose par l'héliothérapie, pendant la première moitié du 20^e siècle. Enfin, les archives de la Fondation Profa (précédemment Pro Familia) (N 13) documentent des évolutions qui ont profondément marqué le dernier demi-siècle dans le domaine médico-social et plus largement dans celui des mœurs et des mentalités.

Les nouveaux inventaires disponibles sont:

- N 13: Fondation Profa: archives de la Fondation (Centre médico-social Pro Familia avant 1998), principalement 1965-2009, avec éléments antérieurs dès 1910: historiques (dossiers des anniversaires); projet de planning familial (1961-1969); responsabilité et gestion de l'institution (1966-2007); consultations de planning familial et de grossesse (1959-2007); consultation conjugale (1940-2009); éducation sexuelle (1910/1964-2009); activités en lien avec le VIH/SIDA (1987-2003); formation, colloques, documentation, etc. (1966-2006).
- PP 1006: Union des patrouilleurs alpins 10: archives administratives et d'activité de l'association, 1945-2014 (notamment Trophées du Muveran, course pédestre Les Plans-sur-Bex-Cabane de Plan-Névé).

- PP 1016: Margot (familles et familles alliées): arbres généalogiques; archives de la famille Margot (Sainte-Croix) dès 1731, réunies par Pierre Margot, architecte; documents relatifs aux familles Raiss, Lacombe, Junod, Belrichard, Ducret, Bourquin, Jenny et Gobalet (18^e-20^e s.).
- PP 1017: Secrétan (Bernard): très riches archives de la famille Secrétan (1601-2013, dont arbres généalogiques, photographies) constituées et rassemblées par Bernard Secrétan (ingénieur physicien, directeur général de Galenica, 1935-2013) pour les besoins de son étude *Histoire d'une famille lausannoise de 1400 à nos jours*; archives d'Eugène Secrétan (1839-1919), fondateur et président de *Pro Aventico*, professeur d'allemand à l'Académie de Lausanne; archives d'Edouard Secrétan (1848-1917), avocat, directeur et rédacteur en chef de la Gazette de Lausanne, député, conseiller national.
- PP 1018: Vuilleumier-Bessard (famille et familles alliées): archives familiales 1700-2014, concernant en particulier le couple René Vuilleumier (1918-2001, Dr h.c. en théologie de l'Université de Berne, pasteur à Thoun et Berne) et Denise Bessard (1919-2013).
- PP 1020: Langer (famille): recherches généalogiques et documents concernant la famille Langer, originaire de Trachbach sur Moselle, 1825-2014.
- PP 1022: Professeurs de la Faculté de médecine de Lausanne, 1890-1960: documentation (notes biographiques, photographies, bibliographies, etc.) réunie dans le cadre de sa thèse à la Faculté des lettres de l'UNIL par Guy Saudan, sur les professeurs de la Faculté de médecine de Lausanne.
- PP 1024: Giacchero (Enzo): documents de travail de congrès, correspondance, documents internes des débuts du Conseil de l'Europe et de l'Union paneuropéenne internationale (ou Union Parlementaire européenne), photographies, 1947-1952, concernant Enzo Giacchero (1912-2000), politicien démocrate-chrétien italien, promoteur de l'idée européenne, représentant de l'Italie auprès de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) (fonds remis aux ACV en même temps que le fonds PP 1000: Coudenhove-Kalergi, Richard Niklaus de).
- PP 1025: Pomian (John): copies de textes 1952-1977 dont John Pomian, polonais, secrétaire de la Commission de l'Europe Centrale et Orientale du Mouvement européen est généralement l'auteur (fonds remis aux ACV en même temps que le fonds PP 1000: Coudenhove-Kalergi, Richard Niklaus de).
- PP 1028: Rollier (Auguste): archives 1879-1956 du Dr Rollier (1874-1954), Dr h.c. des Universités de Lausanne et de Berne, pionnier de la lutte contre la tuberculose, créateur de la « cure solaire », établi à Leysin en 1903 et qui y fut responsable de 18 cliniques: documents relatifs à sa carrière professionnelle (publications, documentation relative aux cliniques de Leysin, photographies, correspondance internationale, etc.), ainsi que quelques documents de nature privée.
- PP 1029: Mayor (Jean-Claude): archives 1251-1990 des familles Buser-Gagg et alliées, rassemblées par Jean-Claude Mayor, journaliste (1925-1996).
- PP 1030: Fédération vaudoise des syndicats d'élevage de menu bétail: archives de la Fédération, 1912-2011 (surtout 2^e moitié du 20^e s.).
- PP 1031: Fondation du château de la Roche, à Ollon: archives 1966-2013, relatives au sauvetage et à la restauration du château.
- PP 1032: Steck (Hans), 1895-1977 (2015): voir le chapitre 5.2.
- PP 1033: Bader (Alfred), 1921-2006: voir le chapitre 5.2.
- PP 1034: Cruchaud (famille), Olivier (famille): archives de ces deux familles alliées, 1500-1999.
- PP 1035: Forel (Oscar), 1880-1982: voir le chapitre 5.2.
- PP 1036: Montandon (Charles): chroniques publiées par Charles Montandon (1931-2013, journaliste), notamment « Gens d'ici et d'ailleurs » (Le Matin, 1986-1998) et autres articles sur les patronymes.
- PP 1037: Muret (Ernest): archives relatives à Ernest Muret (1865-1955, ingénieur forestier, chef du Service cantonal des forêts, de la chasse et de la pêche) et à sa famille.

- PP 1038: Audiorama, 1914-2013, essentiellement dès 1982: voir le chapitre 5.2.
- PP 1039: Noir (famille et familles alliées): archives 1698-2014 concernant la famille Noir et, en particulier, la famille alliée Monastier.
- PP 1040: Gilliard (Michel): archives personnelles, avec quelques éléments professionnels, de François Michel Gilliard (1892-1948, ingénieur en Suisse et en France, ingénieur municipal à Yverdon).
- PP 1042: Palaz (Adrien), 1800-2001: voir le chapitre 5.2.
- PP 1050: Société anonyme E. Girardet et Cie, 1864-2015: voir le chapitre 5.2.

6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche

Aucun nouvel inventaire des sections historiques ou des collections n'a été achevé cette année. On peut signaler, cependant, que l'inventaire du fonds AMH (Archives des Monuments Historiques) a été entièrement vérifié, complété et restructuré, afin de pouvoir être intégré à la base de données DAVEL: les négatifs et les diapositives sur plaque de verre sont décrits à la pièce, les autres documents le sont au niveau du dossier ou du sous-dossier. Une indexation a été réalisée, comprenant les lieux (districts, communes, lieux de cultes, châteaux et sites archéologiques principaux), les matières (époques; archéologie [nécropole, mégalithe, tombe]; lieux de culte [mobilier liturgique]; protection des monuments [restaurations transformation]) et les personnes (archéologues, architectes, entrepreneurs, photographes; fonctionnaires; institutions).

6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire

Les ACV tiennent, sous la cote Ai, une collection des inventaires des archives des communes vaudoises. En 2015, cependant, aucun instrument de recherche de ce type n'a été transmis aux ACV.

Les répertoires numériques des cotes génériques P 1000 (collection de documents isolés de provenance privée) (16 adjonctions) et P 2000 (collection de cartes postales de provenance privée) (aucune adjonction) sont mis à jour au fur et à mesure de l'entrée des documents concernés.

Parallèlement au classement et à l'inventaire des fonds encore dépourvus d'instruments de recherche (en principe parce qu'entrés récemment), la transformation des anciens inventaires d'archives dactylographiés en notices informatiques détaillées et indexées se poursuit. Au cours de ce travail, les inventaires sont améliorés et complétés. Au 31 décembre 2015, 70% des fonds conservés aux ACV disposaient d'inventaires entièrement informatisés et 28% d'inventaires anciens dont une copie PDF est accrochée à une notice informatique au seul niveau du fonds, les 2% restants étant en attente de traitement.

L'inventaire et l'indexation des 5500 nouveaux dossiers biographiques et nécrologiques de l'Agence Télégraphique Suisse (ATS), constitués ou continués de 1999 à 2013 puis remis aux ACV au moment de l'abandon du support papier par l'agence, ont été poursuivis en 2015, en fonction de la disponibilité de personnel auxiliaire pouvant assurer cette saisie. Le travail sera achevé en 2016.

L'opération de numérisation et de transcription de l'Inventaire blanc (documents du 10^e au 18^e siècles émanant des anciennes administrations ecclésiastiques et seigneuriales, puis bernoises; l'inventaire manuscrit totalise 2554 pages) a également été poursuivie en 2015. Elle vise à remplacer dans DAVEL l'actuelle version manuscrite qui y figure (sous forme d'un fichier PDF attaché à la notice du fonds), établie dans la seconde moitié du 18^e siècle.

Dossiers généalogiques et fichier héraldique: voir le chapitre 8.

6.5. Instruments de recherche informatiques et site Internet

En 2015, la base de données DAVEL a été enrichie de 26 770 (58 184) notices validées: 26 585 (57 953) décrivent des unités documentaires en-dessous du fonds d'archives, 42 (33) des fonds, des collections ou des versements, 114 (103) des entrées d'archives, 0 (66) des documents microfilmés et 29 (29) des producteurs d'archives.

A la fin de l'année 2015, DAVEL contenait 411 465 (384 838) enregistrements, décrivant autant d'unités documentaires. A cette date, 3 504 (3 464) fonds ou collections, soit 97,33% de ceux conservés aux ACV avaient un inventaire dans DAVEL.

Les pages statiques sur Internet et sur l'Intranet de l'Etat ont été régulièrement mises à jour, ainsi que les données d'inventaire figurant sur diverses bases de données nationales et régionales, qui sont accessibles à partir du site Internet de l'institution.

La base DAVEL est rattachée au portail Internet Archivesonline, qui permet une recherche simultanée dans les fonds de 23 institutions suisses, dont 4 Archives cantonales romandes (voir: <http://www.archives-online.org/search.aspx>).

Développements de la base de données et du site Internet des ACV: voir le chapitre 3.

Statistiques de consultation sur le site Internet des ACV: voir le chapitre 11.3.

6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche

A côté de la base de données consultable sur Internet ou en salle de lecture, les ACV conservent à ce jour la forme classique de l'inventaire par fonds. Celui-ci est généré semi-automatiquement à partir de DAVEL et il est mis à la disposition des usagers sous deux formes: un fichier PDF-A lié à la notice informatique du fonds et un document imprimé disponible en salle.

Une part toujours plus grande des anciens inventaires dactylographiés qui doivent encore être ressaisis dans la base de données, doivent l'être entièrement manuellement du fait de leur complexité (les cas simples ont été traités), ce qui ralentit évidemment le processus. Dans certains cas cependant, des procédures semi-automatiques peuvent encore être appliquées. Quelle que soit la méthode appliquée, une attention particulière est apportée au contrôle et à l'adaptation des conditions d'accès (délais de protection) aux nouvelles normes définies par la *loi sur l'archivage*.

Lors des travaux de classement et d'inventaire, 44 (63) m.l. de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées.

7. Bibliothèque

La gestion de la bibliothèque a été assumée par le bibliothécaire-documentaliste scientifique, engagé à 80% (jusqu'à fin mars) puis à 60% (dès avril 2015), et l'assistante-archiviste qui consacre 50% de son temps à le seconder.

L'accroissement de la bibliothèque a été légèrement inférieur à l'année précédente, du fait principalement d'un moindre nombre de dons, les achats étant eux demeurés stables. 891 (1145) monographies ont été inscrites dans le registre des entrées: 424 proviennent de dons ou de dépôts (48%), 417 d'achats (47%) et 47 de tris de fonds d'archives (5%). Les collections de périodiques se sont accrues de 427 (379) exemplaires. 60 (117) livres ont été donnés à la reliure. 58 (566) notices nouvelles ont été créées par les ACV dans RERO.

Le Centre d'édition de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV) demeure un fournisseur régulier, transmettant les publications de l'Etat dont il assure la réalisation. Des échanges de livres obtenus en plusieurs exemplaires sont effectués, notamment avec la Bibliothèque des Archives de la Ville de Lausanne.

Le bibliothécaire universitaire consacre un quart de son temps à l'accueil scientifique des usagers des ACV en salle de lecture. L'équipe de la bibliothèque assume aussi la responsabilité de l'adaptation de l'indexation des notices de la base de données DAVEL. Ce vaste projet consiste à doter les inventaires d'un vocabulaire contrôlé approprié et conforme aux pratiques internationales d'indexation. Le thésaurus s'est considérablement enrichi au cours de l'année 2015. De 721 327 termes enregistrés avant le 31 décembre 2014, le nombre de mots saisis est passé à 843 391 au 31 décembre 2015, soit une augmentation de 122 064 unités (69 260, en 2014). Les descripteurs sont répartis en trois catégories: lieux (environ 10%), matières (environ 25%) et personnes (environ 65%).

Même si elle n'a pas été intégrée à RERO et si son traitement n'a pas relevé du bibliothécaire-documentaliste scientifique, la bibliothèque de DM-échange et mission (service des Eglises protestantes basé à Lausanne, successeur notamment de la Mission suisse en Afrique du Sud créée en 1875, puis du Département missionnaire des Eglises protestantes romandes), riche d'environ 5400 titres, mérite ici la citation. Elle a été maintenue avec son fonds d'archives PP 1002 et décrite dans la base de données DAVEL (inventaire en cours, donc non disponible pour l'instant). Spécialisée dans le domaine missionnaire, l'aide au développement et l'histoire religieuse et culturelle de l'Afrique méridionale, cette bibliothèque d'une soixantaine de mètres linéaires couvre la période 1821-2014 et comporte de très nombreux imprimés rares, voire uniques, notamment dans les langues suivantes: Afrikaans; Allemand; Amharique; Anglais; Arabe; Arménien; Bambara; Bamum; Bulu; Canarais; Changa; Créole; Dioula; Douala; Espagnol; Esperanto; Ethiopien; Ewe; Fang; Fante; Fon; Français; Galoa; Gun-Dahomey; Gwamba; Javanais; Kabye; Kikonga; Kikongo; Kinyarwanda; Kololo; Kurde; Lingala; Lomwe; Lozi; Mahoi; Mahoi; Malagasy; Malgache; Maré; Mende; Ndau; Néerlandais; Omyene; Ouvéa; Pedi; Polonais; Portugais; Ronga; Sesotho; Shona; Swahili; Syriac; Touareg; Tsimihety; Tsonga; Tswana; Tulu; Tumbuka; Turc; Umbundu; Xhosa; Xitswa; Yoruba; Zoulou.

8. Documentation et collections

La section de documentation relative aux communes vaudoises créée en 2014 est alimentée de façon ponctuelle, sans inventaire de détail pour des raisons de rationalité de gestion. Elle rassemble, sous la cote BRB 7000 + numéro de commune, des coupures de presse, brochures et autres imprimés, qui complètent l'information déjà disponible sur les communes sous forme de monographies et de brochures.

Généalogie: la collection des dossiers généalogiques, qui regroupe des travaux généalogiques non publiés remis aux ACV, n'a reçu aucun nouveau dossier en 2015. Les fréquents compléments apportés aux dossiers existants ne sont pas protocolés.

La liste complète des dossiers disponibles est tenue à jour dans la base de données DAVEL, disponible sur Internet et donc indexée par Google, ce qui suscite de fréquentes demandes de renseignements de la part de généalogistes du monde entier.

Héraldique: depuis 1952, les ACV tiennent à jour un fichier héraldique, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. En 2015, les ACV n'ont eu à enregistrer que les armoiries de l'Association des Amis de la Tour de Saint-Martin du Chêne.

La collection des dossiers héraldiques («Y Dos her») réunit la documentation accumulée au fil des décennies sur les armoiries tant institutionnelles que familiales (notamment la correspondance échangée avec des personnes physiques ou morales demandant l'enregistrement de leurs armoiries et

divers documents touchant la question héraldique, entre autres sous l'aspect juridique). Ces dossiers sont répartis en quatre séries, répertoriées dans DAVEL: généralités, communautés (communes, cantons, divers), thématiques (meubles), familles.

Des conseils pour les armoiries des éventuelles futures nouvelles communes sont régulièrement donnés dans le cadre des différents projets de fusions. Les deux projets d'armoiries suivants ont été approuvés en 2015: Aubonne (Aubonne, Montherod, Saubraz, Saint-Oyens); Cossonay (Cossonay, La Chaux, Dizy).

9. Préservation, conservation et restauration

Le personnel fixe de l'atelier de préservation-restauration est composé d'une restauratrice à 50% et d'une assistante-restauratrice à 25%. Depuis le 1^{er} janvier 2014, l'équipe est renforcée par Mme Salomé Lutz, engagée par contrat de durée déterminée, à 100% jusqu'à la fin de 2016, dans le cadre du budget alloué par l'EMPD sur la création du pôle de numérisation (« travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés »: voir le chapitre 10), cela afin de pouvoir assurer la préparation et le traitement des très nombreux documents qui sont reproduits dans le cadre du projet: contrôle, nettoyage, consolidation, éventuellement démontage et remontage de volumes, reconditionnement, etc.

En 2015, 6 stagiaires provenant de diverses écoles de conservation-restauration suisses et françaises ont apporté un appui temporaire supplémentaire à l'opération, pour des périodes de un à trois mois échelonnées de mars à octobre. Malgré un temps d'accueil et d'encadrement important en regard de la durée limitée de chaque stage, cette aide supplémentaire s'est avérée précieuse. Il a aussi fallu résoudre un problème de places de travail, d'autant plus que la plupart des documents traités (cartables de plans, cartes) étaient des grands-, voire des hors-formats. Une solution d'urgence a été trouvée sous la forme d'une grande tente fermée, installée sur socle, sur la pelouse sud des ACV. Deux espaces de travail supplémentaires ont pu y être installés, dédiés principalement au dépoussiérage des documents.

Principales opérations: l'activité de l'atelier a bien sûr été déterminée principalement par la mise en œuvre du projet de numérisation. Outre l'installation de la tente mentionnée ci-dessus, plusieurs adaptations du mobilier ont été opérées afin d'optimiser les conditions de travail. Le protocole conçu pour définir le circuit des documents et les procédures précises de leur manipulation, afin de minimiser le temps nécessaire aux différentes étapes du traitement ainsi que les risques de dégâts, a dû être précisé à plusieurs reprises afin d'assurer l'uniformité des méthodes d'intervention. Un suivi hebdomadaire a été instauré pour assurer la conciliation d'une exigence de qualité optimum d'une part, des contraintes de temps et de productivité d'autre part.

Le travail sur les registres paroissiaux et d'état civil (Eb et Ed, 1562-1875) ayant été achevé l'année précédente, l'activité de l'atelier en 2015 a concerné la collection des plans cadastraux (fonds Gb, 1601-1940) et celle des cartes (fonds Gc, 1501-2008). Un tri préalable a défini le niveau d'intervention nécessaire pour chaque volume et ceux nécessitant le moins de travail ont été traités prioritairement, afin de constituer une importante réserve de travail pour les personnes chargées de la numérisation, dont l'engagement a débuté en avril 2015. Les cas les plus endommagés et donc les plus longs seront traités à la fin du programme, afin de ne pas risquer de créer un goulet d'étranglement dans le flux des documents, qui risquerait de réduire voire stopper la production en aval. Ainsi, plus on avance dans le projet, plus le temps moyen d'intervention sur chaque document augmente. Au 31 décembre 2015, 61% des documents Gb et 38% des documents Gc avaient été traités par l'atelier de préservation-restauration et étaient donc en état d'être numérisés. A la même date, 28% des Gb et 38% des Gc avaient effectivement terminé ce processus. Leur image était disponible sur les écrans de la salle de lecture quelques jours après leur numérisation.

Parallèlement, la continuité du travail lié à l'opération de numérisation par l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours (« Mormons ») de tous les registres de reconnaissances de 1234 à 1798 (voir le chapitre 10) a été assurée: les documents, souvent fragiles, ont été systématiquement contrôlés par les

restauratrices et si nécessaire « consolidés » afin de stabiliser les dégâts mécaniques qu'ils peuvent présenter et de permettre leur manipulation sans risque d'aggravation par l'opérateur de numérisation. L'achèvement de l'opération, débutée en 2009, est agendé pour la fin du premier semestre 2016.

Du fait de ce qui précède, les autres travaux au long cours de l'atelier sont demeurés en attente: transfert systématique dans les meubles à plans et autres installations ad hoc des documents grand format (jusqu'à A0) et hors format (au-dessus de A0); amélioration du conditionnement de la collection des cartes et plans du fonds Gc, mis à plat dans des meubles à plans ou, s'ils sont trop grands, conservés dans des rouleaux très larges en matériel de longue conservation.

COSADOCA: aucun exercice du Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA), créé par les trois institutions établies sur le site de Dorigny que sont la Bibliothèque cantonale et universitaire - Lausanne (BCUL), le Rolex Learning Center (ex-Bibliothèque de l'EPFL) et les ACV, n'a été organisé en 2015.

Le site Internet www.cosadoca.ch fournit références, fiches pratiques, adresses, etc., développés à l'occasion ou à la suite des exercices; on y trouve également des reportages photographiques sur ceux-ci.

Le plan catastrophe COSADOCA des ACV est mis à jour au début de chaque année.

Autres travaux: les travaux ordinaires réalisés par l'atelier de préservation-restauration sont notamment les suivants: reliure, entretien et réparation de livres et documents anciens, confection de matériel de protection sur mesure (en particulier les « reliures pour documents perforés » destinées à remplacer les classeurs et dont il est fait un très grand usage), démontage et remontage de documents en vue de leur numérisation, évaluation sanitaire des fonds entrants, supervision du conditionnement des documents, contrôle et relevé informatique des mesures des thermo-hygrographes installés dans l'ensemble des dépôts et espaces de travail des ACV, conseils ponctuels à des communes et services de l'administration cantonale en matière d'archives et de locaux de conservation, création de matériel d'information pour les lecteurs, montage et démontage des expositions annuelles.

Matériel de conditionnement: la protection des documents a requis l'utilisation de 3062 (1683) cartons ou boîtes d'archives non acides (sans réserve alcaline) et de 16 550 (26 550) enveloppes non acides (avec réserve alcaline).

15 (4) cartons ou boîtes et 300 (250) enveloppes ont été fournis à des communes ou à des institutions, au prix coûtant.

10. Microfilmage et reprographie

Le photographe des ACV a pour mission la réalisation, à des fins de sécurité et de diffusion des documents d'archives, de copies de ceux-ci par la photographie ou la numérisation, le microfilmage exécuté en interne (35 mm) abandonné depuis début 2008, alors que le microfilmage 16 mm, réalisé en service bureau, a été maintenu jusqu'en 2014. Il assure également la gestion des supports sonores et filmiques contenus dans les fonds reçus par les ACV. Il est en outre chargé de la mise à jour régulière des sites Internet et Intranet de l'institution. Il est à noter que la réalisation d'une partie des reproductions commandées par les usagers est confiée à un photographe privé agréé par les ACV.

Numérisation: l'EMPD d'un montant de 1 630 000 francs adopté par le Grand Conseil le 12 mars 2013 est destiné à la création d'un centre de numérisation aux ACV et au financement pendant trois ans de travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés. Le projet comporte un volet externe (numérisation en service bureau des registres paroissiaux 16^e s.-1821 [Eb] et des registres de l'état civil 1821-1875 [Ed]), qui a pu être clos en juillet 2015, après la correction de nombreuses erreurs détectées par le contrôle systématique et approfondi réalisé à la réception des fichiers

numériques, ainsi qu'un volet interne (création du pôle numérique et réalisation au moyen de celui-ci, en priorité, de la numérisation des registres de plans cadastraux et des cartes, puis d'autres séries à sécuriser). Cette seconde partie du projet a démarré en 2014 déjà, par le contrôle et l'éventuelle « consolidation », par l'atelier de préservation-restauration, des documents à traiter (voir le chapitre 9). La numérisation à proprement parler a quant à elle débuté en avril 2015 et se poursuivra en principe jusqu'en 2017.

La mise en œuvre concrète de ce projet a bien sûr largement déterminé l'activité de l'atelier de reprographie en 2015, le photographe étant responsable en particulier du contrôle qualité de toutes les prises de vue, de l'assemblage de celles réalisées en plusieurs parties (de nombreux registres cadastraux sont constitués de rabats parfois de très grandes dimensions, qui nécessitent plusieurs prises de vue, l'intégralité de la page originale étant reconstituée ultérieurement par collage informatique) et de la structuration des documents numérisés (différenciation des différentes parties par code alphabétique: couverture, répertoire, corps de texte, recto/verso).

A la validation de la structuration, les images sont exportées à la fois au format TIFF sur le serveur (R) de conservation et en format PDF réduit sur le serveur (W) de diffusion, qui met les dossiers numérisés à disposition du public en salle de lecture. L'option du transfert direct des images de diffusion sur le web n'a pas été retenue.

Il a été fait le choix de numériser les collections de registres cadastraux (Gb) et de cartes (Gc) en couleurs, à une résolution de 400 dpi. Cela garantit de ne perdre aucun détail du document original, mais le poids de chaque fichier TIFF est très conséquent (environ 700 Mo), ce qui pose la question de la capacité de stockage de cette information. L'espace actuellement à disposition risque d'être saturé à relativement court terme.

Numérisation des registres de reconnaissances: sans lien direct avec ce qui précède, le projet de numérisation par les Mormons de tous les registres de reconnaissances de 1234 à 1798, débuté en mai 2009, a suivi son cours, financé par l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours, les ACV mettant un local à disposition de l'opérateur et assurant les travaux de préparation, d'accompagnement et de contrôle de l'opération. En 2015, 308 572 prises de vue ont été réalisées, portant le total à 2 222 167. Le pôle numérique des ACV permettra notamment d'assurer la maîtrise de la conservation et de la diffusion de ce patrimoine documentaire. Le photographe des ACV a été fortement sollicité par cette opération, qui s'achèvera dans le courant du premier semestre 2016. Il a notamment dû assurer le contrôle de la numérotation des folios et le report dans la base de données de toutes les informations relatives aux documents traités. Parallèlement, les nombreux inventaires dactylographiés de ces registres de reconnaissance ont été informatisés par reconnaissance de caractère, remis en page par le photographe, enfin complétés par les informations recueillies lors de la numérisation.

Microfilmage: le matériel de microfilmage de l'atelier, hors d'usage depuis 2008 déjà, a été remplacé par du matériel de numérisation en 2014 (voir ci-dessus). Pour l'heure, la réalisation à l'interne de séries de sauvegarde sur support argentique ou numérique est toujours impossible. Seules des copies ponctuelles de documents isolés sont réalisées, au cas par cas. Comme les trois années précédentes, aucune bobine de microfilm de sécurité 35 mm n'a été confiée, en service bureau, en 2015.

Il en a été de même pour les microfilms 16 mm, réalisés par l'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer) jusqu'à la fin de 2014. Celui-ci a alors décidé de cesser cette activité. Pour l'heure, tout microfilmage, que ce soit en 35 ou en 16 mm, est donc suspendu sine die. Aucune décision définitive n'a été prise quant à une éventuelle reprise de ce travail par une autre entreprise ou quant à un recours exclusif à la numérisation.

Photographie: 170 (82) tirages photographiques grand et moyen formats ont été exécutés pour les besoins internes des ACV, plus particulièrement pour l'exposition annuelle de 2016, intitulée *Archives psychiatriques: «faut-il consulter?»*. *Contribution au débat sur la conservation des données personnelles.* De

nombreux dessins réalisés par des patients de l'Hôpital de Cery ont été reproduits. Avec l'appareil reflex numérique et le numériseur de l'atelier, 2104 (6685) fichiers numériques ont été produits en interne, notamment pour la préparation d'illustrations, des demandes émanant des services de l'administration cantonale ou de lecteurs, des mises à jour des sites Internet et Intranet des ACV, ainsi que des reproductions pour l'exposition précitée.

L'Armorial vaudois 1936-1996 de François J. Rappard a été entièrement reproduit sous forme numérique entre 2004 et 2012 et un serveur accueille l'ensemble de ces armoiries. En 2015, le photographe n'a eu à compléter cette collection que par la réalisation de 1 (2) nouveau fichier numérique d'armoiries familiales.

15 (19) CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des commandes d'autres services ou de privés. La sauvegarde des fichiers réalisés est effectuée sur un serveur de 40 téraoctets mis à disposition des ACV par la DSI.

Autres travaux: des mémoires informatiques supplémentaires ont été procurées par la création de disques R, Q, U, W, X et Y sur le réseau des ACV. Le disque W accueille les images de diffusion des fonds sous forme numérique, à l'interne et en salle de travail, notamment les registres paroissiaux et d'état civil, ainsi que les cartes et plans cadastraux, au fur et à mesure de leur réalisation dans le cadre du projet de numérisation. Les autres disques concernent les archives numériques pérennes (R, Q et U) et temporaires (X et Y).

Une étude a été menée auprès de l'Institut de police scientifique de l'UNIL et de l'Institut suisse pour la conservation de la photographie, à Neuchâtel, dans la perspective de travaux externalisés de numérisation des nombreuses plaques de verre que conservent les ACV, entre autres dans le fonds des Archives des Monuments Historiques (AMH).

Les informations concernant les reproductions de documents pour les usagers des ACV figurent au chapitre 11.5. Des copies de celles réalisées par le photographe privé agréé par les ACV sont remises en fin d'année et intégrées aux collections de l'institution.

11. Consultation et utilisation des archives

Généalogie: dans le domaine de la généalogie, l'ouverture de la libre consultation des registres d'état civil du 1^{er} janvier 1876 au 31 décembre 1899 (naissances), 31 décembre 1929 (mariages) et 31 décembre 1959 (décès), attendue impatiemment par le public concerné, a enfin pu être réalisée en juin 2015, grâce à l'accès obtenu à la base de données GestStar de l'Etat civil, limité aux dates mentionnées (voir le chapitre 4.1, «projets particuliers»). Parallèlement, les registres paroissiaux (Eb, 16^e siècle-30 juin 1821) et ceux de l'état civil vaudois (Ed, 1^{er} juillet 1821-31 décembre 1875), auparavant accessibles par le biais de microfilms réalisés il y a une quarantaine d'années par les Mormons, ont été numérisés dans le cadre du projet «travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés» et ont été progressivement ouverts à la consultation sur les mêmes postes informatiques, en salle de travail. Cette extension du corpus de sources disponibles et la notable amélioration de la rapidité ainsi que du confort de consultation sont très appréciées des généalogistes, dont la fréquentation des ACV a à nouveau augmenté, après une période de baisse régulière. Bien évidemment, la consultation à partir des microfilms a chuté et l'espace dédié aux lecteurs-reproducteurs permettant de les lire sera réaménagé dans le courant de l'année 2016, une majorité de ces machines - louées - étant remplacée par des postes informatiques standards, ce qui engendra une économie de fonctionnement.

Mesures de coercition à des fins d'assistance et placements extrafamiliaux jusqu'en 1980: les ACV sont fortement impliquées, depuis avril 2013, dans les réponses aux demandes d'information présentées par des personnes ayant fait l'objet de telles mesures entre le début du 20^e siècle et 1980 (en pratique, il s'agit

presque exclusivement de placements de mineurs dans des institutions ou des familles d'accueil). Elles travaillent en concertation avec le Centre de consultation LAVI (Loi fédérale sur l'Aide aux Victimes d'Infractions) du canton de Vaud, ainsi qu'avec les centres LAVI ou institutions analogues des autres cantons. Cette question a considérablement pesé sur le fonctionnement de l'institution en 2015, le nombre de demandes reçues ayant connu un énorme pic de mai à août (97 en 4 mois), après la diffusion le 23 avril sur RTS 1 d'un Temps Présent intitulé *Enfants placés: les dossiers de la honte*. Or, le temps de traitement d'une demande dépasse généralement la journée, compte tenu des longues recherches nécessaires pour explorer les différents fonds d'archives susceptibles de contenir des informations, reconstituer les faits et comprendre les raisons des mesures prises. Il en est malheureusement résulté, pour les personnes les plus jeunes (priorité est donnée aux plus âgées), un fort allongement du délai moyen de réponse.

En 2015, 144 (78) nouvelles demandes de recherches sont parvenues aux ACV; 116 (70) rapports de recherche ont été rédigés et transmis au cours de l'année. Au 31 décembre 2015, le total des demandes reçues depuis le début de la comptabilisation (avril 2013), s'élevait à 250, dont 214 étaient traitées et donc 36 en attente d'une réponse. L'adjoint du directeur consacre plus de la moitié de son temps à ce dossier jugé prioritaire, ce qui entraîne le report de nombreux autres travaux. Il dispose d'un auxiliaire à quart temps environ pour le seconder. Les réponses sont en principe transmises au Centre LAVI, qui en communique le contenu à la demanderesse ou au demandeur au cours d'un ou plusieurs entretien(s).

En lien direct avec cette thématique, les ACV ont préparé le rapport détaillé, adopté le 9 décembre 2015 par le Conseil d'Etat, sur deux postulats parlementaires: Jean-Michel Dolivo, *Réhabilitation des personnes détenues administrativement*; Josée Martin, *Sauvegarder les archives des enfances volées*. Il faut par ailleurs s'attendre à ce que cette question politiquement et socialement sensible continue à occuper l'actualité en 2016, un avant-projet de *loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981* ayant été soumis à consultation cette année; en outre, l'initiative populaire « sur la réparation » dont il constitue le contre-projet indirect fera également l'objet de débats. Il est vraisemblable que ces discussions susciteront de nouvelles demandes de recherches de la part des personnes concernées.

11.1. Usagers individuels

Le nombre total de consultations a été de 5432 (5504), par 2363 (2410) personnes différentes; 3849 (3912) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1043 (1095) lecteurs, 1145 (1157) réponses scientifiques ou administratives ont été fournies par écrit et 438 (435) par téléphone.

Les chiffres de la consultation sont ainsi restés très proches de ceux des deux années précédentes. Le nombre de réponses fournies par courrier (postal ou électronique), est durablement établi au-delà du millier, constituant une importante charge de travail, répartie autant que possible sur l'ensemble du personnel, les assistant(e)s et dans une moindre mesure les secrétaires étant mis(es) à contribution, en particulier pour les réponses aux questions de généalogie et pour la recherche et l'établissement de copies certifiées conformes de documents officiels. La réception de nombreux documents récents du Registre foncier, en particulier, contribue à maintenir les demandes de nature administrative à un niveau élevé. La fréquentation du site Internet des ACV, en premier lieu des deux bases de données DAVEL et PANORAMA, continue à augmenter.

Les statistiques de la consultation des ACV dès 1996 sont publiées sur le site de Statistique Vaud, à l'adresse <http://www.scris.vd.ch/Default.aspx?DocID=7470&DomId=2181>.

Profession des usagers 2015 (en salle de lecture uniquement) :

	2015	2015	2014	2013	2012
a) écolier, gymnasien	2,3				
b) étudiant	24,0				
c) retraité	28,1	54,4	56,6	53,6	54,3
d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	10,5				
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	2,3				
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	3,2				
g) enseignant, professeur	7,9				
h) géographe, géologue	0,9				
i) journaliste, écrivain	1,6	26,4	25,9	25,2	25,3
j) agriculteur, viticulteur	0,6				
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	2,2				
l) cadre moyen	2,0				
m) cadre supérieur, ingénieur	4,4				
n) employé, ouvrier, technicien	4,0				
o) femme/homme au foyer	1,5				
p) profession libérale	4,5	19,2	17,5	21,2	20,4
Total	100 %				

Objet de recherche des usagers 2015 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit) :

	2015	2015	2014	2013	2012
a) généalogie	22,4				
b) héraldique	1,9				
c) histoire de ma maison	2,5				
d) histoire de ma commune/ma région	3,4	30,2	29,4	34,6	35,2
e) histoire générale: préhistoire, antiquité	0,2				
f) histoire générale: moyen âge (6 ^e s.-1536)	1,6				
g) histoire générale: Ancien Régime (1536-1798)	4,1				
h) histoire générale: Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	1,0				
i) histoire générale: 19 ^e s.	4,7				
j) histoire générale: 20 ^e s.	20,1	31,7	31,3	25,1	27,4

k) histoire de l'art, architecture	5,5				
l) géographie, urbanisme	2,3	7,8	7,4	8,0	7,1
m) usage administratif (consultation par l'administration)	5,7				
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié, jugement, extrait Registre foncier, etc.)	19,2	24,9	26,4	27,6	24,5
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments)	1,3				
p) autres	4,1	5,4	5,5	4,7	5,8
Total	100 %				

Motivation de la recherche 2014 (en salle de lecture uniquement) :

	2015	2015	2014	2013	2012
a) études, formation	27,7	27,7	32,6	26,6	29,5
b) enseignement	3,0				
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	26,1				
d) recherche pour le compte de l'administration	1,7				
e) programme d'occupation pour chômeur	0,2	31,0	28,8	27,7	28,0
f) loisirs	41,3	41,3	38,6	45,7	42,5
Total	100 %				

Les retraités, passés au deuxième rang en 2014, l'emportent à nouveau sur les étudiants en 2015, probablement du fait de l'ouverture au public des registres de l'état civil au-delà de 1875 et jusqu'à 1900/1930/1960 (voir ci-dessus), qui a entraîné le retour aux ACV d'un certain nombre de généalogistes qui avaient épuisé les possibilités de recherche dans les registres paroissiaux et de l'état civil cantonal vaudois jusqu'en 1875. Une part importante (près d'un quart) des objets de recherche relatifs au 20^e siècle est constituée par les réponses aux personnes concernées par les mesures coercitives à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux jusqu'en 1980.

11.2. Groupes

La salle de conférences des ACV a accueilli 21 (64) séances de différents groupes, totalisant 989 (1042) personnes. Elle a en particulier été mise à disposition pour 4 séances de cours ou séminaires de l'Université de Lausanne, 1 d'une classe de gymnasiens, 8 de l'Association Connaissance 3 (consacrées à la généalogie) et 1 de l'Université populaire de la Broye. Elle a aussi, notamment, abrité durant une semaine le Cours interentreprises des graphistes de Suisse romande, des séances de l'Office cantonal de la protection des biens culturels, de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire et du Groupe Ethno-Doc, ainsi que le VII^e Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental.

27 (19) groupes totalisant 499 (305) personnes ont participé à des visites commentées des ACV, parmi lesquels, outre une partie des participants aux différents cours mentionnés ci-dessus, l'Office

d'information sur le territoire, Statistique Vaud, la Section juridique du Service des assurances sociales et de l'hébergement, les Archives médicales du CHUV, le Centre ORIF d'Yverdon-les-Bains, la Société d'étudiants Valdesia, l'Association vaudoise des archivistes, des représentants de la commune de Villeneuve, les participants aux Semaines Découverte des métiers de l'information documentaire et les écoliers des Passeports-vacances de Lausanne et de Morges.

11.3. Documents consultés

Le nombre de documents commandés en salle de lecture a atteint un record: 41 085 (30 274) documents ont été consultés en 2015, dont 2049 (3677) microfilms. Cette forte hausse s'explique principalement par le début de plusieurs recherches universitaires exploitant des archives privées inventoriées très en détail, notamment les fonds P Charrière de Sévery et PP 410 (Grand d'Hauteville). La comptabilisation s'effectuant par cotes, la consultation de tels fonds a un effet plus prononcé sur la statistique que celle des fonds officiels, généralement inventoriés au niveau du dossier.

Comme prévu, la mise à disposition en salle de lecture des registres paroissiaux jusqu'au 30 juin 1821 (Eb) et des registres d'état civil vaudois du 1^{er} juillet 1821 au 31 décembre 1875 (Ed) sous forme numérique, alors qu'ils étaient précédemment accessibles sur microfilms uniquement, a encore accentué la baisse de consultation de ceux-ci, entamée depuis plusieurs années. Cette numérisation, qui améliore considérablement les conditions et la rapidité de la consultation, est très appréciée des lecteurs. La fonction principale des microfilms est désormais celle de copies de sécurité, compte tenu de leur fiabilité sur le très long terme.

En 2015, la base de données DAVEL (documents conservés aux ACV) a reçu 166 809 (143 333) visites, soit une moyenne mensuelle de 13 901 (11 944) visites; 1 547 420 (1 255 862) pages ont été consultées, soit une moyenne mensuelle de 128 952 (104 655) pages. Quant à la base de données PANORAMA (documents jusqu'en 1960 conservés par les communes vaudoises), elle a reçu 61 599 (52 454) visites, soit une moyenne mensuelle de 5 133 (4 371) visites; 625 469 (494 924) pages ont été consultées, soit une moyenne mensuelle de 52 122 (41 244) pages.

La consultation de la base de données DAVEL a donc nettement augmenté entre 2014 et 2015 (visites: +16%; pages consultées: +23%; téléchargement d'inventaires: +8%). Il en a été de même pour la base PANORAMA (visite: +17%; pages consultées: +26%).

Pour l'année 2015, 23 992 (18 508) visites de DAVEL ont duré 15 minutes et plus. Ces chiffres ne rendent pas compte de la consultation des inventaires sous forme de fichiers PDF, dont le téléchargement, mesuré en volume octets, a augmenté de 8% (21,29 Go de moyenne mensuelle).

11.4. Documents prêtés

247 (59) documents ont été prêtés pour consultation aux services ou offices de l'administration.

Des documents des ACV ont été empruntés pour les besoins des expositions suivantes:

- *Sous le drapeau syndical, 1845-2014* (Musée Arlaud, Lausanne)
- *Violences* (Musée de la Main, Lausanne)
- *Y'en a point comme nous* (Musée romain de Lausanne-Vidy)
- Musée virtuel de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire
- *Ans Licht: Schätze aus der Glasmalerei Werkstatt Röttinger (1848-1947)* (VitroMusée, Romont/Ritterhaus, Bubikon)
- *Quand l'Encyclopédie d'Yverdon va à la rencontre des villes européennes* (Bibliothèque cantonale jurassienne, Porrentruy).

11.5. Reproduction de documents pour le public

Le personnel des ACV a délivré 2243 (1774) photocopies aux usagers. Par ailleurs, les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 2125 (1970) copies d'après les microfilms des ACV. La très forte baisse de ces prestations depuis cinq ans environ (de l'ordre de 70%), due à l'utilisation par les lecteurs de leurs appareils photo numériques, paraît donc avoir atteint un seuil.

318 (352) documents ont été confiés pour reproduction à des ateliers spécialisés extérieurs aux ACV.

507 (605) demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels ont été reçues, aboutissant à l'envoi de 422 (496) courriers (la différence s'explique par les recherches vaines, les demandes regroupées et les transmissions à d'autres autorités). Ces demandes concernent avant tout les archives des ex Tribunaux de district (en particulier les jugements de divorce) et des Registres fonciers, ainsi que celles des notaires (testaments et autres actes) et des Justices de paix (certificats d'héritiers et recherches de filiation).

11.6. Exposition

Les ACV ne disposent pas d'un espace d'exposition à proprement parler, ni d'un service éducatif comparable à ceux qui existent notamment dans les dépôts d'archives en France. Elles peuvent toutefois, depuis 2001, exposer des documents d'archives (ou plus généralement, pour des motifs de préservation, des reproductions de ceux-ci) dans les vitrines du hall et sur les murs de celui-ci.

Plongées depuis plusieurs années dans une démarche complexe et contraignante relative à l'archivage électronique, les ACV ont jugé nécessaire de visualiser leurs réflexions par le dessin et la caricature, et d'interpeller aussi bien les autorités publiques que les citoyens sur les enjeux et défis posés par la constitution d'une mémoire historique numérique. Avec la collaboration du dessinateur Mix & Remix, elles ont conçu leur exposition 2015 sur le thème *Les temps changent! Tout fout le camp? La conservation à l'ère numérique*. Elles ont privilégié dans l'exposition l'approche de la mémoire de l'administration cantonale vaudoise et les éléments les plus prégnants pour la mise en place d'une politique d'archivage électronique à long terme. Au sens de la *loi sur l'archivage*, les ACV sont la Mémoire centrale des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du canton, tout en exerçant le contrôle sur l'archivage dans les communes; elles sont en outre habilitées à acquérir des archives d'origine privée, ayant un lien significatif avec le territoire cantonal. L'archivage électronique est donc bien plus qu'un défi technique et technologique: il en va de la Mémoire de la société, qui ne sera que celle que ses représentants auront choisi de constituer et d'organiser pour les générations futures. L'exposition a notamment été vue par plusieurs services et par des groupes professionnels.

12. Collaborations professionnelles

12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par la mise à disposition d'informations et de guides pratiques sur leur site Internet, par des visites et par des cours ou présentations consacrés à la *loi sur l'archivage*.

Elles participent aux activités de l'AVA, en particulier au Groupe de travail «Utilisateurs vaudois d'ICA-AtoM» (voir le chapitre 4.2).

Elles ont fourni du matériel de conservation non acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles font partie, avec la Bibliothèque cantonale et universitaire - Lausanne (BCUL) et la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), du Consortium de SAuvetage du patrimoine Documentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en 2^e année et de 1,5 mois en 3^e année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (soit 2 x 2 apprentis chaque année).

En collaboration avec la BCUL, les Bibliothèques et Archives de la Ville de Lausanne, le Learning Center de l'EPFL, les Archives de l'Ecole hôtelière de Lausanne, les Centres de documentation de l'IMD et d'Alliance Sud, elles ont organisé des « stages découverte » d'une semaine (un jour ou demi-jour dans chacune des institutions participantes) destinés à l'orientation professionnelle de jeunes filles et jeunes gens intéressé(e)s par le domaine de l'information documentaire.

Elles accueillent temporairement des documents provenant d'autres Archives, pour consultation prolongée par des chercheurs de la région; par réciprocité, elles confient certains documents à leurs collègues.

M. Coutaz préside le Groupe « Mnémo-Pôle », qui regroupe 12 institutions en charge de la conservation sur le campus lausannois de Dorigny.

Il a fait partie du Groupe de réflexion, formé de représentants du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire, d'UNIA Vaud et l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, qui a préparé l'exposition « Sous le drapeau syndical 1845-2014 », tenue d'octobre 2014 à janvier 2015 au Musée Arlaud. A cette occasion a pu être mise en valeur l'exceptionnelle collection de drapeaux syndicaux conservée aux ACV dans le fonds des syndicats à l'origine d'UNIA (PP 907).

Il a participé, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 13.2.).

La salle de conférences des ACV est mise à disposition des services de l'administration et des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à la Mouline. Elle accueille aussi des cours ou séances de différentes associations (voir le chapitre 11.2.).

12.2. Collaborations professionnelles au niveau national

Les ACV sont membres du Centre de COordination pour l'archivage à long terme de documents électroniques (CECO/KOST), auquel participent les Archives fédérales suisses, les Archives de la Principauté du Liechtenstein, 24 Archives cantonales, 4 Archives communales et la Bibliothèque de la Bourgeoisie de Berne. Depuis 2013, M. Coutaz est membre du Comité de direction.

M. Coutaz est membre du Comité suisse de la Protection des biens culturels, depuis 2012, et membre de la Commission historique des Salons du Général Dufour, depuis 2013.

Il est membre du Groupe de réflexion indépendant « Archives photographiques de presse », présidé par les Archives cantonales d'Argovie.

Il est membre du Conseil et du Comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice. Il a participé à différentes manifestations qui ont eu lieu dans le cadre de l'année jubilaire, 515-2015, 22 septembre 2014-22 septembre 2015.

M. Contesse est membre de la Commission de formation de l'AAS, qui organise des cours et des cycles de conférences destinés à la formation de base et continue des professionnels suisses de l'archivistique.

M. Guisolan est membre du Groupe de travail « Evaluation » de l'AAS, dont le mandat est d'offrir aux Archives d'Etat des modèles et des critères de décision pour l'évaluation et le tri des archives officielles.

Les archivistes des ACV ont pris part à diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

12.3. Collaborations professionnelles au niveau international

Le projet de numérisation par les Mormons de tous les registres de reconnaissance de 1234 à 1798, débuté en 2009, a suivi son cours et pourra être achevé en 2016: voir le chapitre 10.

Pour la 2^e fois de leur histoire, les ACV ont accueilli, après celui de 2004, le VII^e Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental sur le thème: « Entre nature et culture, le paysage: sources d'archives et projets de mise en valeur ». Les actes seront publiés en 2016.

13. Relations publiques et activités diverses

13.1. Relations publiques

Les ACV ont eu à plusieurs reprises les honneurs des médias: réception des archives de Richard Niklaus de Coudenhove-Kalergi et Vittorio Pons (*Allez savoir!*, janvier; « 24 janvier. Entre mémoire et commémoration » (*Feuille des avis officiels*, 23 janvier); « L'histoire de Lavaux » (*24heures*, 2 mars); vernissage du 13^e volume du *Dictionnaire historique de la Suisse* (*Feuille des avis officiels*, 20 mars)-; « Pas de petite ou de grande histoire » (*24heures*, 4-5-6 avril) « Histoire d'ici – Lausanne est le siège officiel du CIO depuis un siècle » (*24heures*, 4-5-6 avril); « Archives cantonales vaudoises. Les documents anciens passent à l'ère 2.0. pour mieux se retirer » (*24heures*, 14 avril); « Culture. Manuscrits mis en ligne » (*Feuille des avis officiels*, 14 avril); « VD: une petite équipe a pour mission de restaurer et de numériser les archives cantonales vaudoises » (*Radio Télévision Suisse, Téléjournal 12h.45*, 3 juin 2015); VII^e Colloque des archivistes de l'arc occidental sur le thème « Entre nature et culture, le paysage: sources d'archives et projets de mise en valeur » (*24heures*, 1^{er} juillet et *Feuille des avis officiels*, 21 juillet).

La Gazette. Media de la fonction publique a consacré à plusieurs reprises en 2015 des lignes aux activités des Archives cantonales vaudoises: No 258, 12 février « Vaud/Waadt/Vaud est là »; No 295, 3 avril: « A la Une. Un œuf vaudois pour Pâques »; « De la difficulté d'archiver à l'ère numérique »; No 260, 30 avril: « Manuscrits enluminés des XV^e et XVI^e siècles consultables en ligne »; No 262, 2 juillet « Quarante ans de Grand Conseil » et No 263, 10 septembre: « Dépôt légal/Documentation vaudoise/Archives cantonales vaudoises ».

Un film et trois émissions de télévision ont choisi les locaux des Archives cantonales vaudoises comme lieu de tournage. Ainsi *Octuor films production* (Florian Burion) a réalisé une interview du M. Coutaz et a filmé plusieurs documents d'archives (23 juin 2014 et 16 février 2015) pour le sujet *Chasselas forever: une histoire de cépage*, qui depuis sa sortie, le 12 juin 2015, a fait l'objet de plusieurs prix. *La Télé* a consacré deux journées de tournage (9 et 10 février 2015) pour un sujet de présentation des activités des ACV. Le 11 mai 2015, *Radio-Canada* a réalisé aux ACV une partie de son émission *Qui êtes-vous?* à propos de l'actrice Anne Dorval dont les ancêtres, la famille Bettex, sont de Combremont-le-Petit. Enfin, la télévision culturelles franco-allemande *Arte* a choisi le thème *Les vignes en terrasses de Lavaux* et a, pour ce faire, accumulé des images à partir des documents des ACV; une interview de M. Coutaz a été organisée au domaine du Clos des Abbayes (29 et 30 septembre 2015).

Le Conseil d'Etat a délivré, le 1^{er} avril 2015, un communiqué de presse « Archives cantonales vaudoises. Deux manuscrits enluminés des 15^e et 16^e siècles consultables en ligne ».

Voir également les publications et conférences mentionnées au chapitre 13.3.

Les ACV ont recours aux diverses vitrines placées dans le hall de réception et dans la salle de lecture pour informer les usagers sur les fonds qu'elles conservent (voir le chapitre 11.6) ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné au chapitre 11.2. Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est également citée au chapitre 11.2, mais participe aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

13.2. Participation à des sociétés

Les participations à des sociétés du domaine de l'archivistique sont mentionnées au chapitre 12 (Collaborations professionnelles).

M. Coutaz est membre des comités de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA), de l'Association des amis du Musée militaire vaudois (Morges), de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains) et de la Fondation Bartholomée De Felice (Yverdon-les-Bains).

Depuis 2001, M. Coutaz est membre du comité du Département « Recherche fondamentale » de la Société suisse d'histoire.

Il siège dans la Commission vaudoise pour la rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

Il est membre fondateur et participe activement aux travaux du Groupe ETHNO-DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne, de travail ou de loisir.

M. Guisolan représente les ACV au comité du Cercle Vaudois de Généalogie (CVG).

13.3. Publications et conférences

M. Coutaz a publié les contributions suivantes :

- « La gestion des risques en termes de conservation de documents : du coffre-fort physique au coffre-fort numérique », dans *Rapport d'activité 2014 des Archives cantonales vaudoises*, Chavannes-près-Renens, Archives cantonales vaudoises, 2015, pp. 35-71.
- « 24 janvier. Entre mémoire et commémoration », dans *Feuille des avis officiels*, N° 7, 23 janvier 2015, p. 1.
- « Historiographie et Archives », dans *L'Abbaye de Saint-Maurice d'Agaune, 515-2015: vol. 1: histoire et archéologie* / sous la dir. de Bernard Andenmatten et Laurent Ripart; avec la collaboration de Thalia Brero. - Gollion : Infolio, 2015, pp. 12-25.
- « Louis Dumur et sa famille. Un solitaire dans une grande fratrie », dans *Cahiers Louis Dumur*, Paris : Classiques Garnier, n° 2, 2015, pp. 137-159.
- « La mode, c'est aussi l'affaire des Archives! Point de vue des Archives cantonales vaudoises », dans *Revue historique vaudoise*, 123, 2015, pp. 141-158.
- « VI^e-X^e siècles. Vaud se trouve un nom », dans *Histoire vaudoise*. Comité de direction : Olivier Meuwly, Laurent Pizzotti, Corinne Chuard, Antoine RoCHAT, Frédéric Rossi, Lausanne : Association pour l'histoire vaudoise, 2015, pp. 142-161.

- «Chroniques de la réforme abbatiale des prieurs et des abbés de Saint-Maurice au XII^e siècle, selon le Cartulaire de l'abbaye de Saint-Maurice», dans *Vallesia*, LXX, 2015, pp. 105-114.

Il a rédigé 5 comptes rendus *Belmont-sur-Lausanne. Hier et aujourd'hui. 850 ans*, Belmont-sur-Lausanne, 2014, 251 p., dans *Passé simple*. Mensuel romand d'histoire et d'archéologie, avril 2015, N° 4, p. 34; et *Revisiter l'Expo 64: acteurs, discours, controverses*/sous la direction d'Olivier Lugon et François Vallotton, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romande, 2014. 438 p. *Expo 64: le printemps de l'architecture suisse*/Pierre Frey, Bruno Marchand, Angelica Bersand, Joëlle Neuenschwander Feihl, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, 1 vol. (non paginé) (Archimages); *Expo 64: 50 ans après: comment les rêves et les préoccupations de l'époque résonnent encore aujourd'hui*, Lausanne: Favre: 24heures, 2014, 159 p. et Daniel Reymond, Roland Cosandey, Patrice Piguët, Daniel Capt, Julien Roux, *La Bobine 1923-2015. Un cinéma à la Vallée de Joux*, Yverdon-les-Bains: Editions de la Thièle, 2015, 266 p., tous parus dans *Revue historique vaudoise*, 123, 2015, pp. 275-277 et 283-285.

Il a de plus:

- le 3 mars, prononcé une conférence dans le cadre des Archives historiques de Bourg-en-Lavaux. Session annuelle «La Mémoire de Lavaux»: «La terre de Lavaux, une série d'enclaves viticoles lausannoises (16^e-19^e siècles)»
- les 2-4 juillet, coorganisé le VII^e Colloque des archives de l'arc alpin occidental sur le thème: «Entre nature et culture, le paysage: sources d'archives et projets de mise en valeur», qui s'est tenu aux Archives cantonales vaudoises.
- le 20 novembre, prononcé une conférence dans le cadre du Colloque international Edward Gibbon: «Quelles lectures archivistiques des documents Edward Gibbon aux Archives cantonales vaudoises?».

M. Guisolan a publié «Recette de l'Elixir de longue vie conservée aux ACV», dans *Nouvelles du Cercle*, n° 90, février 2015, p. 5 (Cercle vaudois de généalogie).

M. Contesse a publié «Détruire un temple. Le cas de Peney (commune de Vuiteboeuf, VD)», dans *Monuments vaudois*, 6, 2015, pp. 31-37.

M. Contesse a présenté le métier d'archiviste, le 12 février, dans le cadre du Forum Horizon 2015 organisé à l'Université de Lausanne.

M. Contesse et M. Gilliéron ont donné une présentation de la *loi sur l'archivage* destinée aux communes, dans le cadre d'un séminaire du CEP (voir le chapitre 4.2).

Table des matières

Dossier administratif	3
Introduction	3
1. Personnel	3
1.1. Personnel régulier (au 1 ^{er} janvier 2016)	3
1.2. Personnel auxiliaire	4
1.3. Formation permanente du personnel	5
2. Bâtiment et équipement	6
3. Informatique	6
4. Relations avec les producteurs d'archives	8
4.1. Relations avec l'administration cantonale	8
4.2. Relations avec les communes	10
4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé	11
5. Accroissement des fonds d'archives	12
5.1. Versements d'archives publiques	12
5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives	13
6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche	16
6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels	18
6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs	19
6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche	21
6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire	21
6.5. Instruments de recherche informatique et site Internet	22
6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche	22
7. Bibliothèque	22
8. Documentation et collections	23
9. Préservation, conservation et restauration	24
10. Microfilmage et reprographie	25
11. Consultation et utilisation des archives	27
11.1. Usagers individuels	28
11.2. Groupes	30
11.3. Documents consultés	31
11.4. Documents prêtés	31
11.5. Reproduction de documents pour le public	32
11.6. Expositions	32
12. Collaborations professionnelles	32
12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal	32
12.2. Collaborations professionnelles au niveau national	33
12.3. Collaborations professionnelles au niveau international	34

13. Relations publiques et activités diverses	34
13.1. Relations publiques	34
13.2. Participation à des sociétés	35
13.3. Publications et conférences	35
Table des matières	38

